

LES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES : Une étude comparative internationale

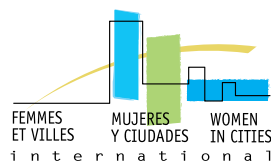
Femmes et villes international

Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres

Avril 2009

RAPPORT FINAL

ONU  **HABITAT**
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN



DÉNI DE RESPONSABILITÉ

La teneur du présent ouvrage ne reflète pas nécessairement les points de vue ou politiques du Secrétariat des Nations Unies ou de ses organisations affiliées. Les appellations qui y sont employées et la présentation des éléments qui y figurent n'impliquent de la part d'ONU-HABITAT et de son Conseil d'administration aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Publié par le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains.

Copyright © 2010, Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains.

La présente publication ne peut être reproduite, en tout ou en partie, sous n'importe quelle forme, à des fins éducatives ou non-lucratives, sans l'autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur, à condition qu'il soit fait mention de la source. ONUHABITAT souhaiterait qu'un exemplaire de l'ouvrage où se trouve reproduit l'extrait lui soit communiqué. La présente publication ne peut être ni revendue, ni utilisée aucune fin commerciale, sans l'autorisation préalable écrite du Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains.

HS/1231/09F

Auteur : Femmes et villes international

Recherche et rédaction :Melanie Lambrick et Kathryn Travers

Sous la direction de :Marisa Canuto, Directrice générale, Femmes et villes international

Avec la participation des membres du Conseil d'administration de Femmes et villes international :
Caroline Andrew, Fran Klodawsky, Margaret Shaw et Carolyn Whitzman

Cette publication a été financée par le Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres

Révision de l'édition française : Susie Lamarche, traductrice réviseure

Édition : Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres

Conception et mise en page: Oliver Madara

Publié par: UN-Habitat Safer Cities Programme

Édition française réalisée avec le concours de la Délégation interministérielle à la ville (DIV).

Photo de couverture © UNIFEM

AVANT-PROPOS



Nombreuses sont les villes dans lesquelles les femmes et les jeunes filles sont confrontées à la violence, dans leur foyer et dans leurs relations mais aussi dans les espaces publics, en raison notamment d'aménagements urbains et de gestions

des espaces publics pauvres et inadéquats. Qu'elles soient dues aux menaces, à l'intimidation, au harcèlement ou aux attaques sexuelles, toutes les agressions réduisent le sentiment de sécurité des femmes et limitent sérieusement leur usage de la ville. Les femmes et les filles sont souvent les cibles de la violence du fait de leur vulnérabilité.

Pour que les femmes se sentent davantage en sécurité et bénéficient des services et des ressources que la ville peut offrir, il faut opérer des changements dans leur environnement physique en travaillant conjointement avec les autorités municipales, les institutions et les groupes communautaires. L'Audit de la Sécurité des Femmes est un outil qui permet une évaluation critique de l'environnement urbain. Cet outil a d'abord été conçu au Canada à partir des recommandations du rapport de 1989 sur la violence contre les femmes puis il a été développé ultérieurement par l'ONU-HABITAT dans les villes de Cape Town, Johannesburg, Durban, Dar es Salam, Abidjan, Nairobi et Varsovie.

L'Audit de la Sécurité des Femmes est un outil qui augmente la prise de conscience de la violence contre les groupes vulnérables et qui aide les usagers et les preneurs de décision à comprendre comment les hommes et les femmes ont des expériences différentes de leur environnement urbain. Il légitime les préoccupations des femmes et il est un outil efficace pour bâtir la sécurité des communautés. Toutefois, si l'on veut répliquer ce modèle, il faut être attentif au

contexte culturel et social dans lequel on l'applique. La place des femmes, dans la ville et les espaces publics mais aussi au cœur de la société, doit être prise en considération.

L'Audit de la Sécurité des Femmes peut permettre de modifier l'aménagement, la planification et la gestion des espaces publics de façon à réduire les sentiments d'insécurité et de victimisation. Il peut être utile pour rendre les espaces publics plus sûrs et plus accessibles pour les femmes et les filles. Il est important et recommandé que de tels audits et les actions à prendre qui en découlent deviennent une routine pour les politiques de prévention du crime.

Les résultats préliminaires de l'Évaluation Globale de la Sécurité des Femmes de 2007 ont montré que l'Audit de la Sécurité des Femmes est l'outil international le plus utilisé. Dans ce contexte, le réseau Femmes et Villes International (WICI, en anglais), en partenariat avec l'ONU-HABITAT, a entrepris une évaluation comparative des Audits de la Sécurité des Femmes. Le but était d'identifier ce qui marche, dans quels contextes et quels genres de résultats concrets peuvent être attendus de l'usage de ces Audits de Sécurité. L'évaluation a porté sur les changements physiques urbains à faire selon les contextes et sur le renforcement de l'engagement des femmes dans la planification et la gouvernance locales. Les résultats de l'évaluation ont fourni des informations vitales et pertinentes pour la réalisation des Audits de la Sécurité des Femmes dans les villes du monde entier et pour l'éventuel développement d'un guide pour les autorités locales sur la réalisation d'Audits de la Sécurité des Femmes.

Anna Tibaijuka,
Directrice Exécutive ; ONU-HABITAT
Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies

REMERCIEMENTS

Le réseau Femmes et Villes International (*WICI*, en anglais) remercie l'apport financier du Programme Des Villes Plus Sûres de l'ONU-HABITAT qui a permis de faire de l'évaluation comparative internationale une réalité. Nous souhaiterions aussi remercier l'équipe du programme Des Villes Plus Sûres pour leurs précieuses remarques et pour avoir publié ce rapport. *WICI* souhaite exprimer sa gratitude à la *Délégation interministérielle de la Ville* (DIV) en France pour la traduction de cette évaluation en français, qui permettra au rapport d'atteindre une plus grande audience. En outre, *WICI* exprime sa plus grande reconnaissance à tous ceux qui ont pris le temps sur leurs propres agendas de répondre à l'enquête-questionnaire que nous avons développée pour cette évaluation des Audits de la Sécurité des Femmes :

Elizaveta Bozhkova (*Information Centre of the independent Women's Forum*, Moscou, Russie), Wendy Davis (*Women's Design Service*, Royaume Uni), Cookie Edwards (*KZN Network on Violence against Women*, Durban, Afrique du Sud), Anna Mtani (Des Villes plus Sûres Dar es Salam, Dar es Salam, Tanzanie), Shilpa Phadke (*Partners for Urban Knowledge, Action and Research* (PUKAR), Mumbai, Inde), Kalpana Viswanath (*JAGORI*, Delhi, Inde), Anne Michaud (Experte et Consultante Internationale, Montréal, Canada), Lise Aubin (Ville de Lévis, Québec, Canada), Przemyslaw Bobak (ONU-HABITAT Bureau de Varsovie, Pologne), Marisol Dalmazzo (*Asociación para la Vivienda Popular, Women & Habitat Network* Colombie), Terri Dame (*Cowichan Safer Futures*, Cowichan, Canada), Elijah Agevi (Initiative Nairobi Plus Sûre, Nairobi,

Kenya), Sofi a Monserrat, Mara Nazar et Maite Rodigou (*Centro de Intercambios y Servicios Cono Sur-Argentina, Women & Habitat Network, Argentine*), Joséphine Mukamusoni (*Women's NGO DAGROPASS*, Bubanza, Burundi), Narina Nagra (*Metropolitan Action Committee on Violence Against Women and Children*, Toronto, Canada), Claude Ngomsi Meutchehe (Douala Plus Sûre, Douala, Cameroun), Annie Nturubika (Association Congolaise des Droits de la personne Humaine, République Démocratique du Congo) et Diana Pizzuti (YMCA des Femmes, Montréal, Québec, Canada).

Nous remercions également tous ceux qui nous ont fait partager leurs histoires, leurs expériences et leurs frustrations. Sans ces précieuses contributions, cette évaluation n'aurait pas été possible. *WICI* souhaite aussi remercier tous les membres de son Conseil d'Administration pour leur important soutien et dévouement à l'évaluation ainsi qu'aux nombreuses heures données volontairement grâce auxquelles *WICI* a pu gagner en expérience, en connaissance et en compréhension.

Finalement, *WICI* remercie ses partenaires, dont la Commission Huairou, le Centre International pour la Prévention du Crime, le réseau Femmes et Habitat et l'ONU-HABITAT pour leur aide à la dissémination du savoir et la mise en réseau des informations.

RÉSUMÉ

Les résultats préliminaires d'une enquête mondiale sur la sécurité des femmes, menée en 2007 auprès de 163 partenariats entre gouvernements locaux et groupes de femmes, indiquent que les marches exploratoires sur la sécurité des femmes sont, dans ce domaine, l'outil d'évaluation et d'action le plus fréquemment utilisé. Cet outil permet d'évaluer le sentiment de sécurité personnelle en identifiant les facteurs qui font en sorte que les femmes se sentent, ou non, en sécurité dans les lieux publics. À partir de ces résultats, une série de recommandations sont formulées pour accroître ce sentiment de sécurité chez les femmes, tout comme l'usage qu'elles font des espaces publics : 1) en améliorant différents éléments de l'environnement bâti, et 2) en modifiant les comportements au sein de la communauté et les politiques municipales. La mise sur pied des marches exploratoires sur la sécurité des femmes vise aussi à augmenter la participation citoyenne à la gouvernance locale. Les problèmes de sécurité sont identifiés du point de vue des groupes les plus exposés à la violence, tels les femmes, les personnes âgées (et notamment les femmes d'un certain âge), les enfants et les personnes handicapées. Les marches exploratoires peuvent servir à évaluer de nombreux types de lieux, tels les quartiers résidentiels, les stationnements couverts, les réseaux de transports publics ou les parcs et espaces verts.

Les marches exploratoires sur la sécurité des femmes : une étude comparative internationale fournit des informations utiles à la mise en œuvre des futures marches exploratoires et s'applique à combler les lacunes actuelles. Les résultats présentés dans ce rapport visent également à étayer l'élaboration d'un ensemble de lignes directrices à l'attention des collectivités locales qui envisagent de mener des marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Le présent rapport en étudie les bonnes pratiques, les variantes locales, les retombées positives et négatives, et formule des suggestions pour les marches à venir, à la lumière d'une revue de littérature, ainsi que d'une série de rencontres et d'entrevues avec des organismes qui ont utilisé cet outil aux quatre coins du monde.

MOTS-CLÉS

Marches exploratoires sur la sécurité des femmes / outil d'enquête sur la sécurité des femmes / audit de sécurité / marche exploratoire / enquête de sécurité / prévention de la criminalité / urbanisme / sécurité personnelle / évaluation / évaluatrice / sécurité / sécurité des transports / sécurité des campus / rénovation urbaine / réhabilitation urbaine / sécurité des quartiers / citoyenneté active / démocratie participative

ACRONYMES EMPLOYÉS DANS CE RAPPORT

ACDP - Association Congolaise des Droits de la Personne Humaine	TTC – <i>Toronto Transit Commission</i>
BCCSC – <i>British Columbia Coalition for Safer Communities</i>	ONU-HABITAT – Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains
CAFSU – Comité d'action femmes et sécurité urbaine	UNIFEM – Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme
CISCSA - <i>Centro de Intercambio y Servicios Cono Sur Argentina</i>	WACAV – <i>Women's Action Centre Against Violence</i> (rebaptisé WISE)
CVRD – <i>Cowichan Valley Regional District</i>	WDS – <i>Women's Design Service</i>
FESU – Forum Européen pour la Sécurité Urbaine	WISE – <i>Women's Initiatives for Safer Environments</i> (anciennement WACAV)
FCM – Fédération Canadienne des Municipalités	
Femmes d' IANSA – Women's International Network on Small Arms	
FVI – Femmes et villes international	
ICIWF – <i>Information Centre of the Independent Women's Forum</i>	
IWPR – <i>Institute for Women's Policy Research</i>	
METRAC – Comité d'action de la région métropolitaine de Toronto contre la violence faite aux femmes et aux enfants	
MSP – <i>Making Safer Places</i>	
PUKAR – <i>Partners for Urban Knowledge, Action and Research</i>	
RTPI – <i>Royal Town Planning Institute</i>	
Sida – <i>Swedish International Development Corporation</i>	

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	8
2. MÉTHODOLOGIE	10
2.1 Revue de la littérature	10
2.2 Questionnaire d'entrevues	11
2.3 Limites de l'évaluation	13
2.4 Définitions	13
3. REVUE DE LA LITTÉRATURE	14
3.1 PRATIQUES GAGNANTES	14
a) Prendre en compte les spécificités locales	14
b) Solliciter l'appui des gouvernements	14
c) Impliquer les professionnels et les décideurs clés	15
d) Consulter les sources d'information disponibles sur la sécurité des femmes	15
e) Créer une structure de collaboration au sein de la communauté	16
f) Représenter la communauté et, surtout, les personnes les plus vulnérables	16
g) Constituer une équipe dédiée et répartir clairement les responsabilités de chacun et chacune	17
h) Instaurer un climat de confiance et sensibiliser et/ou informer	18
i) Fixer des objectifs réalistes	18
j) Identifier les occasions les plus propices au changement	18
k) Mettre en place un suivi durable	18
3.2 RÉSULTATS POSITIFS	19
a) Amélioration de l'environnement physique	19
b) Sensibilisation de la population aux problèmes de violence et d'insécurité	20
c) Développement de la communauté	20
d) Renforcement des compétences, de la confiance et de la légitimité des participantes	21
e) Visibilité, communications et financement	22
3.3 PRATIQUES À ÉVITER ET EFFETS NÉGATIFS	22
a) Abandon de l'approche de genre	22
b) Manque de ressources et de soutien	22
c) Sous-représentation des groupes les plus vulnérables	23
d) Empiètement des professionnels sur le processus	23
e) Détournement problématique des ressources	23
f) Échec de la mise en œuvre des recommandations	24
3.4 QUESTIONS D'ÉVALUATION	24
a) La marche exploratoire sur la sécurité des femmes est-elle un outil efficace en matière de prévention de la criminalité ?	24
b) Professionnels et décideurs clés ne sont-ils pas trop impliqués dans les marches exploratoires sur la sécurité des femmes ?	25
c) Les marches exploratoires sur la sécurité des femmes ont-elles réellement un impact positif sur les groupes marginalisés ?	26
d) Quel est le rapport coûts/bénéfices des mesures urbanistiques de prévention de la criminalité ?	26
3.5 SUGGESTIONS ET PISTES D'ACTION	27
4. RÉSULTATS DU SONDAGE	28
4.1 PRÉSENTATION ET LIMITES	22
4.2 UTILISATION DES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES	28
4.3 D'OÙ VIENT L'INTÉRÊT POUR LES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES ?	29
4.4 DIFFÉRENTS RÔLES JOUÉS PAR LES ORGANISMES DANS LE CADRE DES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES	30
4.5 UTILISATION ET ADAPTATION DES OUTILS	31
4.6 PARTICIPATION AUX MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES	32
4.7 OÙ ET QUAND RÉALISER UNE MARCHÉ EXPLORATOIRE SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES ?	34
4.8 FINANCEMENT ET RESSOURCES	36
4.9 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ET RÉACTIONS SUSCITÉES	36
4.10 IMPACT DES MARCHES EXPLORATOIRES SUR L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE ET SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES	38
4.11 ÉVALUATION DES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES	41
4.12 AVANCÉES GLOBALES GÉNÉRÉES PAR LES MARCHES EXPLORATOIRES	42
4.13 OPPORTUNITÉS, OBSTACLES ET RECOMMANDATIONS	44
5. REVUE DE LITTÉRATURE ET EXPÉRIENCE DE TERRAIN : CONVERGENCES ET DIVERGENCES	48
6. CONCLUSION	51
APPENDIX 1 - VERSION FINALE DU QUESTIONNAIRE	54
APPENDIX 2 - LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES	56
SOURCES UTILISÉES POUR LA REVUE DE LITTÉRATURE	57

1. INTRODUCTION

Le concept des marches exploratoires sur la sécurité des femmes a été développé au Canada, en 1989, par le Comité d'action de la région métropolitaine de Toronto contre la violence faite aux femmes et aux enfants (METRAC). S'inspirant des stratégies mises en œuvre par d'autres organismes pour différents types d'enquêtes, le METRAC a créé les marches exploratoires sur la sécurité des femmes, afin d'apporter une réponse spécifiquement différenciée en fonction des sexes aux préoccupations croissantes face à la violence faite aux femmes et au sentiment d'insécurité des femmes. Depuis 1989, les marches exploratoires conçues par le METRAC ont été largement utilisées au Canada et à l'échelon international. Cet outil a été diffusé et adapté par les groupes de femmes du monde entier. Il existe aujourd'hui sous différents formats et est utilisé dans un large éventail de contextes. Outrepassant son caractère de création unique et exclusive à une organisation, la marche exploratoire sur la sécurité des femmes est devenue un concept participatif dynamique, perpétuellement modifié et optimisé.

En règle générale, le processus de marche exploratoire sur la sécurité des femmes, tel que conçu par METRAC, exige des participantes et des organisateurs communautaires ou gouvernementaux qu'ils explorent les quartiers et déterminent quels sont les lieux dangereux ou perçus comme tels par les femmes. Dès lors qu'un lieu a été identifié comme non sécuritaire, une équipe de femmes issues de la communauté locale (de préférence, des utilisatrices régulières des lieux) arpente le terrain, munie

d'un questionnaire d'enquête, observe l'environnement et identifie les éléments créant un sentiment d'insécurité chez les femmes, tels que l'insuffisance ou l'absence d'éclairage ou de signalisation, ou les graffitis véhiculant un message négatif. À l'issue de ces marches exploratoires, un rapport est produit et soumis aux représentants du gouvernement local et aux autres décideurs clés. Il faut dès lors espérer que les changements recommandés par ce rapport soient mis en place et que les zones considérées comme dangereuses deviennent plus sûres pour tous les membres des collectivités concernées. Outre le réaménagement sécuritaire de l'environnement physique, les marches exploratoires sur la sécurité des femmes visent la réappropriation de l'espace public par les femmes et leur participation directe aux processus décisionnels locaux. De plus, il faut espérer que, parce qu'il adopte le point de vue des femmes, cet outil permette de mieux comprendre en quoi l'environnement physique peut être source d'insécurité pour d'autres populations marginalisées et susceptibles d'être ignorées par les urbanistes traditionnels qui sont majoritairement des mâles de classe moyenne, exempts de tout handicap.

La force essentielle de la marche exploratoire sur la sécurité des femmes réside dans son processus participatif. En encourageant et en légitimant l'intégration à la prise de décision au niveau municipal de l'expérience de terrain et des connaissances acquises par les femmes, cet outil est le seul à pouvoir de brosser un tableau des expériences émotionnelles et physiques telles que vécues par les résidentes dont le point de vue est souvent marginalisé

par les décideurs clés. Qui plus est, ce tableau inclut des groupes souvent négligés et les reconnaît comme acteurs et participants directs aux processus décisionnels. Contrairement aux autres formes d'enquête, la marche exploratoire sur la sécurité des femmes vise non seulement à identifier et à résoudre les questions de sécurité, mais également à permettre à une grande variété de citoyens et citoyennes de contribuer activement à la vie de leur communauté et d'y apporter les améliorations nécessaires.

En 2007, Femme et villes international, *Red Mujer y Hábitat de América Latina*, la Commission Huairou et le Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres ont identifié et contacté les groupes qui, à travers le monde, travaillent à améliorer la sécurité des femmes, afin d'obtenir informations et commentaires sur le travail de leurs organisations. Les résultats préliminaires de cette enquête, présentés dans le rapport intitulé *Enquête internationale sur la sécurité des femmes – pour établir une base d'information*, ont montré que l'outil le plus souvent utilisé à l'échelon international est la marche exploratoire sur la sécurité des femmes. Malheureusement, rares sont les marches à avoir fait l'objet d'une évaluation formelle, ce qui rend difficile l'identification des échecs et des succès, qui permettrait une éventuelle optimisation de l'outil.

Pour combler ce besoin, Femmes et villes international (FVI), a entrepris, à la demande du Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres, de réaliser une évaluation comparative des marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Fruit de cette évaluation, *Les marches exploratoires sur la sécurité des femmes : une étude comparative internationale* fournit de précieuses informations pour réussir la mise en œuvre des futures marches exploratoires et facilite, par ailleurs, l'élaboration de lignes directrices ou d'un guide technique à l'attention des gouvernements locaux.

Cette étude vise:

1. À identifier ce qui fonctionne et dans quels contextes, en utilisant les marches exploratoires sur la sécurité des femmes comme outil de prévention des violences urbaines, tout comme de renforcement des capacités des femmes et d'accroissement de leur participation à la gouvernance.
2. À identifier quels types de résultats concrets émergent de l'utilisation des marches exploratoires sur la sécurité des femmes, en terme de réaménagement de l'environnement bâti ; d'évolution des pratiques dans la zone étudiée (environnement social) ; de changement des règles et politiques (environnement politique) ; de changement dans l'utilisation des lieux étudiés par les usagers et usagères, et de leur sentiment d'insécurité ; et évolution des taux de criminalité et d'agression.

2. MÉTHODOLOGIE

Plusieurs méthodes ont été conjuguées pour collecter les informations nécessaires à la réalisation de cette étude comparative internationale : revue de la littérature, courriers électroniques, rencontres directes et entrevues téléphoniques utilisant un questionnaire ouvert. Une telle variété de méthodes visait à refléter l'extrême diversité des expériences vécues par les femmes et organismes ayant eu recours aux marches exploratoires. La revue de littérature et les résultats du questionnaire sont traités séparément dans ce rapport. La dernière partie (Chapitre 5) résume l'ensemble des résultats et conclusions présentés.

2.1 REVUE DE LA LITTÉRATURE

Une revue approfondie de la littérature, essentielle à la compréhension de ce qui est perçu comme une bonne pratique, est partie intégrante de cette étude. Elle a permis à

Femmes et villes international d'identifier les lacunes de la recherche et d'y pallier via la collecte d'informations du sondage. De plus, cette revue de littérature a aidé FVI à cibler les groupes appelés à partager leurs expériences. Bien qu'une large part des informations proviennent d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest (Diagramme 1), cette revue a, autant que faire se peut, puisé dans la littérature internationale parce que les termes employés pour décrire les processus de marches exploratoires diffèrent d'une région du monde à l'autre. Par ailleurs, à l'exception de quelques ouvrages en français, le corpus de publications étudié est surtout rédigé en langue anglaise. Trois sources supplémentaires (Forum Européen pour la Sécurité Urbaine [FESU] [2007] ; Gorman [2007] ; et Sutton & Cherney [2002]) ont été consultées bien qu'elles ne traitent pas spécifiquement de marches exploratoires sur la sécurité des femmes, mais plutôt d'enquêtes de sécurité plus générales, sans différenciation selon les

Diagramme 1 : Origine géographique des sources utilisées

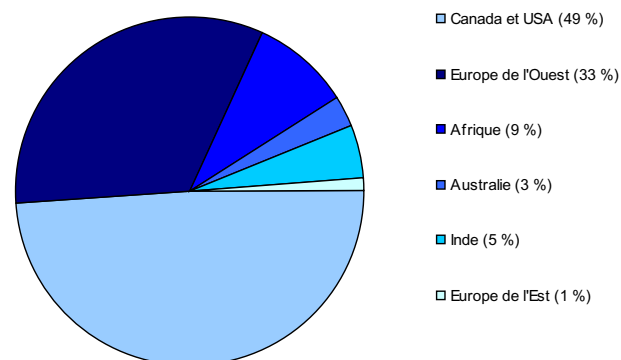
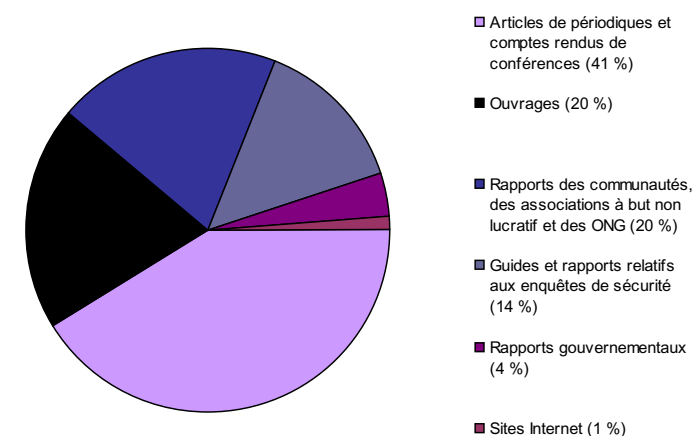


Diagramme 2 : Types de sources bibliographiques



sexes. Les informations tirées de ces sources ont été intégrées au présent rapport lorsque pertinentes à l'étude des processus d'enquêtes de sécurité touchant les femmes.

Articles de périodiques et comptes-rendus de conférences, livres, rapports issus des communautés / des associations sans but lucratif / des organisations non gouvernementales (ONG), guides et comptes-rendus de marches exploratoires, rapports gouvernementaux et sites Internet ont nourri cette étude (Diagramme 2). En tout, 69 sources, publiées entre 1989 et 2008, ont été utilisées.

2.2 QUESTIONNAIRES D'ENTREVUE

En phase initiale du projet, un sondage préliminaire reposant sur une série de questions ouvertes a été mené auprès de six organismes quant à leur expérience d'utilisation des marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Ces échanges ont eu lieu par courrier électronique (4) et entretiens téléphoniques (2). Les organismes contactés ont été choisis en raison de la perspective large qu'ils pouvaient apporter à notre étude. Situés dans différentes régions du monde (Royaume-Uni, Russie,

Tanzanie, Inde et Afrique du Sud), ces contextes de mise en œuvre des marches exploratoires sur la sécurité des femmes sont très variés et fournissent un point de départ intéressant pour évaluer ce qui fonctionne et où. De plus, ces organismes ont été sélectionnés en fonction de leur capacité à démontrer les changements concrets apportés à l'environnement bâti, politique et/ou social à la suite des marches exploratoires. Ils ont été interrogés sur leur expérience particulière des défis, processus et facteurs ayant assuré leur succès. Les résultats de cette phase préliminaire ont été compilés par la Dr. Carolyn Whitzman (Université de Melbourne), la Dr. Caroline Andrew (Université d'Ottawa) et la Dr. Margaret Shaw (Centre International pour la Prévention de la Criminalité) – toutes trois membres du Conseil d'administration de FVI - et seront publiés dans le Security Journal (août 2009).

Une fois la revue de littérature entamée, la version initiale du questionnaire a été modifiée de façon à susciter des réponses aussi claires et précises que possible. Le nouveau questionnaire a été traduit et diffusé en français, en anglais et en espagnol, afin de toucher la plus large audience possible. Dans la présentation proposée ci-dessous,

Diagramme 3 : Origine géographique des personnes interrogées

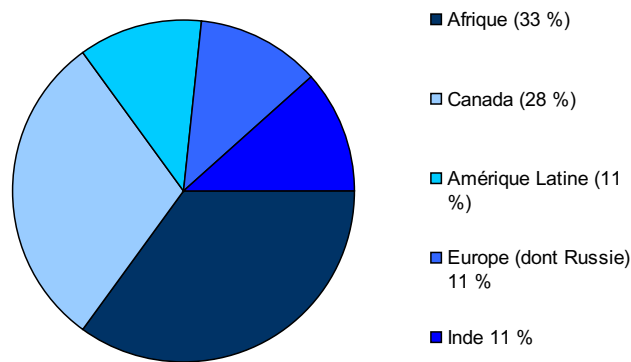
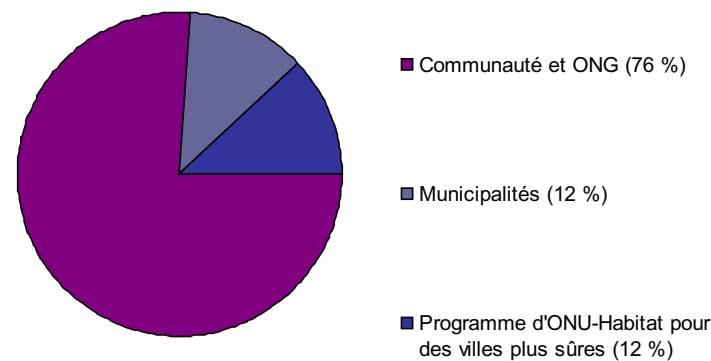


Diagramme 4 : Organisme de rattachement des personnes interrogées



les réponses ont été remises au format du questionnaire dans sa version révisée, permettant ainsi une analyse comparative (voir la version révisée du questionnaire en Annexe 1).

Les personnes interrogées ont été d'abord sélectionnées et contactées en fonction des réponses qu'elles avaient fournies dans le cadre de *l'Enquête internationale sur la sécurité des femmes – pour établir une base d'information*. Les résultats de la revue de littérature ont permis à FVI d'identifier d'autres organismes à contacter, tout comme la méthode dite « boule de neige » lancée par la diffusion des informations relatives au projet par les membres de FVI et de la Commission Huairou.

Au total, 43 organismes ont été contactés. Toutefois, trois organismes ont indiqué qu'ils ne réalisaient pas de marches exploratoires

sur la sécurité des femmes et un autre a répondu au questionnaire sans préciser s'il y avait recours ou non. Conséquemment, leur apport n'est pas pertinent à la présente étude. Donc, 39 des organismes contactés satisfaisaient aux conditions pour répondre à notre questionnaire. Finalement, 18 ont accepté de nous faire part de leur expérience, dont 17 par échange de courriels et 1 en entrevue, soit un taux de réponse de 46,1 %¹ (Voir la liste des répondants en Annexe 2).

Issues de régions différentes (Diagramme 3), les personnes interrogées forment un échantillon diversifié incluant des organisations non gouvernementales, des groupes communautaires, des municipalités et le Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres (Diagramme 4).

¹ Les estimations initiales formulées dans la proposition de projet tablaient sur une vingtaine de répondants.

2.3 LIMITES DE L'ÉVALUATION

Les contraintes de l'échéancier² quant à l'achèvement du projet et une certaine difficulté à réseauter avec les organismes, en raison de barrières linguistiques ou de manque d'information sur la nature exacte de leur activité, ont, entre autres facteurs, empêché la cueillette d'un plus grand nombre de réponses. Nous avons toutefois réussi à recueillir les réponses de 18 organismes qui, œuvrant aux quatre coins du monde, ont accepté de rendre compte de leur utilisation des marches exploratoires sur la sécurité des femmes.

Le questionnaire, comportant une série de questions ouvertes, a été soumis par voie de courrier électronique, téléphone ou entrevues. Nous pensions, à l'origine, que des questions ouvertes nous permettraient d'obtenir des réponses détaillées et, donc, de disposer d'un feedback qualitatif sur les diverses expériences des organismes faisant usage des marches exploratoires à travers le monde. Or, si cela s'est dans une certaine mesure vérifié, les réponses présentaient un degré de précision fort variable et certaines questions ont été interprétées différemment, fournissant dès lors des réponses pas toujours comparables.

Certes, ce sondage est loin d'être exhaustif, mais les questionnaires complétés recèlent une véritable mine d'informations pertinentes. Ces informations fournissent une base permettant d'analyser comment les organismes de différentes régions utilisent les marches exploratoires, quels sont les points forts et points faibles recensés par les organismes ayant eu recours à cet outil, et quels sont les points de divergence ou de convergence entre ces expériences de terrain et les résultats présentés dans d'autres sections du présent rapport.

2.4 DÉFINITIONS

Un certain nombre de termes employés ici font l'objet de définitions diverses dans la

² Le temps imparti à la totalité du projet se limitait à 3 mois, d'où une réduction des possibilités d'identifier d'autres répondants potentiels et d'assurer le suivi plus avant.

littérature spécialisée. Les définitions fournies ci-après visent à clarifier le sens donné à ces termes dans le cadre de la présente étude :

- *Expertes locales* : Un des principes clés des marches exploratoires sur la sécurité des femmes établit que les femmes détiennent l'expertise en ce qui concerne leur propre sentiment de sécurité, de même que la connaissance des espaces qu'elles utilisent. C'est pourquoi, tout au long du présent document, les femmes qui participent aux marches exploratoires sont désignées par le terme 'expertes locales'.
- *Professionnels* : Les professionnels œuvrent dans la sphère publique ou privée. Ce terme s'applique à toute personne dotée d'une formation et d'expérience dans un domaine professionnel. L'avis des professionnels est généralement considéré comme faisant autorité puisqu'ils ont été formés aux standards, réglementations et attentes de leur profession. Le terme désigne, entre autres, les urbanistes, architectes et universitaires.
- *Décideurs clés* : Un décideur clé désigne toute personne qui, par son pouvoir, son influence ou sa formation, peut influencer les décisions publiques. Ce terme désigne le plus souvent les représentants gouvernementaux, mais peut inclure d'autres acteurs, tels que les responsables de l'élaboration des politiques publiques, la police, les dirigeants syndicaux ou les urbanistes.
- *Groupe marginalisé* : Tout groupe de personnes qui voient leur accès au pouvoir ou aux services limité du fait d'une particularité qui leur est commune, tel le sexe, l'orientation sexuelle, le statut socio-économique, la race, la religion, le handicap, la zone géographique, etc³.

³ La définition du terme « groupe marginalisé », reposant sur l'appréciation des répondants au questionnaire, est laissée à la discrétion de chaque individu ou organisme interrogé.

3. REVUE DE LITTÉRATURE

3.1 PRATIQUES GAGNANTES

a) Prendre en compte les spécificités locales

Émergeant de l'analyse de la littérature disponible, une bonne pratique en matière de marches exploratoires sur la sécurité des femmes insiste sur l'importance de l'ensemble du processus, des travaux de recherche initiaux à la mise en œuvre et au travail de suivi. Les travaux consultés s'accordent à dire que toute marche exploratoire doit ménager une place centrale aux spécificités de chaque communauté dans laquelle elle est réalisée. L'expertise locale spécifique des résidentes peut être utilisée au mieux (Andrew, 2000 ; Whitzman, 2008). De plus, cette prise en compte de la dimension locale permet aux participantes de mieux identifier les difficultés quotidiennes auxquelles sont confrontées les femmes. Ainsi, à Dar es Salaam (Tanzanie), un vaste éventail de problématiques propres à la région, telles les préoccupations en matière de santé ou le manque d'infrastructures, ont été identifiées par les marches exploratoires comme facteurs entraînant un sentiment d'insécurité chez les femmes (Mtani, 2000 ; 2002 ; Dean, 2002).

Cette prise en compte des spécificités locales met aussi en évidence toute l'importance du rôle des gouvernements municipaux dans l'amélioration de la sécurité, et de celui des groupes communautaires, souvent très riches en connaissances utiles et influences diverses (*Cowichan Women Against Violence Society, 2002 ; Women's Contact Society, 2005*). Walklate recommande aux équipes chargées des marches exploratoires d'évaluer la dynamique du pouvoir dans leur région et de

solliciter les organismes locaux démontrant la plus grande aptitude au changement (2001).

b) Solliciter l'appui des gouvernements

Le soutien et le suivi des gouvernements sont considérés comme essentiels au succès des marches exploratoires sur la sécurité des femmes. En effet, les organes gouvernementaux, notamment à l'échelon local, jouissent généralement d'un grand pouvoir de contrôle sur la communauté et ses ressources (ONU-HABITAT, 2004 ; Andrew, 1995 ; Kallus & Churchman, 2004). Pour obtenir et conserver l'appui des gouvernements, il est recommandé que les expertes locales s'assurent de l'existence, au sein des structures gouvernementales, de mécanismes permettant de concevoir et de mettre en œuvre les initiatives favorables aux femmes (Greed et al, 2002 ; Booth, 1996 ; *Cowichan Women Against Violence Society, 2002 ; Whitzman, 2007a*). Il est également recommandé aux expertes locales de s'engager dans l'action politique, ou de recruter celles qui sont déjà actives (Andrew, 1995). Le réseautage avec tous les échelons gouvernementaux afin de s'assurer d'un maximum de ressources (Andrew, 1995 ; *Women's Contact Society, 2005*) et 2), et la présentation des marches exploratoires sur la sécurité des femmes comme pratique profitable à l'ensemble des citoyens (Greed et al., 2002) sont également conseillés pour s'assurer d'un soutien gouvernemental efficace et effectif.

Les résultats et conclusions de la marche exploratoire servent à inciter les gouvernements à apporter des changements.

Ce qui peut être fait soit en intégrant directement les recommandations de la marche exploratoire aux politiques et aux projets de travaux publics, soit en les communiquant aux entreprises qui soumissionnent aux appels d'offres publics (Dean, 2002)

c) Impliquer les professionnels et les décideurs clés

La plupart des sources en conviennent, impliquer les décideurs clés (tant représentants élus que fonctionnaires) et les professionnels est profitable aux marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Par l'influence dont ils jouissent, les décideurs clés peuvent faciliter la réalisation de cette marche exploratoire et la mise en œuvre des mesures correctives recommandées (Whitzman, Andrew & Shaw, 2008). Impliquer les décideurs dès le début du processus, afin qu'ils fassent partie intégrante du projet, semble être un excellent moyen de s'assurer de leur participation adéquate (Booth, 1996)⁴.

La participation des professionnels (employés municipaux, urbanistes, etc.) des secteurs public et privé constitue un atout supplémentaire. Les organismes et/ou individus qui ont déjà un lien direct avec les ressources clés, peuvent en ouvrir rapidement et efficacement l'accès à l'équipe d'enquête (Booth, 1996 ; Gilroy & Booth, 1999 ; Women's Action Centre Against Violence Ottawa-Carleton [WACAV], 1995). Un facilitateur qualifié et neutre peut jouer le rôle d'interface entre les membres de l'équipe ou entre l'équipe et des acteurs extérieurs (Andrew, 1995 ; Booth, 1996 ; Whitzman, 2008). Whitzman, Andrew et Shaw indiquent que l'implication de professionnels formés peut également ajouter une touche de légitimité au processus d'enquête (2008 ; Butler-Kisber, 1993). De plus, les professionnels peuvent offrir conseils et informations dans leurs domaines respectifs. Ainsi, à KwaMakhutha (Afrique du Sud), les

⁴ Par « participation adéquate », on entend un engagement total, sans usurpation du rôle de leader qui revient légitimement aux expertes locales

organisatrices d'une marche exploratoire ont sollicité l'appui du secteur du bâtiment en demandant aux entreprises de construction dirigées par des femmes de formuler des propositions visant l'amélioration de l'aménagement (FVI, 2004, p.28).

d) Consulter les sources d'information disponibles sur la sécurité des femmes

Pour obtenir, tel que recommandé, le soutien des professionnels et des décideurs clés, la majeure partie des travaux de recherche suggère d'effectuer d'abord une recherche sur la sécurité des femmes dans la zone étudiée. Ce faisant, l'impact du sentiment, vécu et perçu, d'insécurité personnelle des femmes peut ainsi être abordé de façon plus concrète. Il est préférable de consulter un large éventail de sources, de façon à pouvoir dresser un tableau de la situation aussi complet que possible (*Cowichan Women Against Violence Society, 2002*). Entre autres sources d'information, notons les rapports de police, les statistiques hospitalières et les entrevues de victimes et de témoins menées par les services de soutien. Selon le FESU, la comparaison avec d'autres pays ou communautés offre une perspective relative quant au statut sécuritaire d'une zone donnée (2007, p.19). Il est alors recommandé de comparer des zones similaires du point de vue socioéconomique.

Plusieurs auteures recommandent d'inviter les participantes à la marche exploratoire et/ou les résidents et résidentes à s'impliquer dans ce travail de recherche. Cette participation peut prendre la forme d'entrevues visant à obtenir des témoignages qualitatifs de première main sur le sentiment de sécurité des femmes (*Cowichan Women Against Violence Society, 2002*). À Petrozavodsk (Russie), les participantes ont utilisé des fiches d'observation pour noter l'utilisation habituelle des zones étudiées (Whitzman, Andrew & Shaw, 2008). En Inde, les expertes locales ont créé des « cartes subjectives » pour exprimer visuellement leurs perceptions de différents lieux (Partners for Urban Knowledge, Action and Research [PUKAR], 2008).

En Angleterre, les informations sur la sécurité personnelle des femmes ont été recueillies en demandant aux participantes de hiérarchiser leurs impressions sur différentes zones à l'aide un « peur-o-mètre » (Fear-o-meter) (Kapadia & Robertson, 2005, p.2), et de « cartes mentales »⁵ (Kapadia & Robertson, 2006, p.54). En Angleterre, encore une fois, les expertes locales ont calculé les ratios hommes/femmes relatifs à l'utilisation de certains lieux, et utilisé ces données pour compléter leurs recherches (Kapadia & Robertson, 2006, p. 54). Enfin, à Durban (Afrique du Sud), les femmes ont utilisé un journal de bord pour noter leur expérience personnelle de la violence. Cette méthode « a fourni un niveau d'informations inaccessible via des entrevues ou des groupes de discussion » (Whitzman, 2008, p.171), et mis en évidence les problèmes locaux spécifiques et les solutions efficaces mises au point par les femmes.

e) Créer une structure de collaboration au sein de la communauté

Afin de réussir à obtenir la participation des citoyennes, des différents échelons gouvernementaux, des décideurs clés et des professionnels, il est nécessaire de créer une structure de collaboration. Cela signifie que tous les membres du processus de marche exploratoire doivent reconnaître sa valeur pour la communauté et s'accorder sur ses objectifs (Venkatraman, 2000 ; Dean, 2002 ; Butler-Kisber, 1993 ; *Cowichan Women Against Violence Society*, 2002). Des partenariats efficaces peuvent être mis sur pied en conjuguant les ressources et les initiatives d'organismes similaires (Venkatraman, 2000 ; METRAC, 1991). Les sources de réseautage comprennent les associations sans but lucratif, la communauté d'affaires, les groupes autochtones, les spécialistes de l'aide aux victimes, les services d'aide aux familles, les commissions scolaires, les banques alimentaires, les

associations de défense des droits des gays et lesbiennes, les groupes confessionnels, etc. Par exemple, certains partenariats innovants s'appuient sur la réalisation conjointe de marche exploratoire avec la police locale, afin d'étendre le périmètre d'enquête, ou le recrutement de chercheurs parmi les étudiants et étudiantes universitaires qui bénéficient, en contrepartie, d'une expérience pratique (*Canadian Panel on Violence Against Women*, 1993 ; Dean, 2002). Les marches exploratoires africaines encouragent la participation des hommes de la communauté afin de reconnaître « que les hommes jouent un rôle prépondérant dans l'expérience des femmes et doivent, à ce titre, être impliqués » (ONU-HABITAT, 2004, p.48). Notons également qu'à Dar es Salaam (Tanzanie) et à Toronto (Canada), des réunions préliminaires ont été organisées entre les professionnels, les décideurs et les expertes locales. Tous et toutes ont eu, lors de ces réunions, l'occasion d'échanger directement et de parvenir à une compréhension mutuelle (Mtani, 2002 ; Smaoun, 2002 ; Wekerle, 2005).

Lorsqu'on crée une structure de collaboration au sein de la communauté, il est recommandé de prendre le temps d'instaurer la confiance et d'établir des relations de travail efficaces entre les différents groupes (Booth, 1996 ; Whitzman, 2008). Comme toujours, en matière de marche exploratoire, l'emphase doit être mise sur l'expertise des femmes elles-mêmes. Il est donc essentiel que les professionnels et autres intervenants apprennent « avec » et « grâce » aux participantes à la marche exploratoire, plutôt que de leur faire jouer un rôle purement consultatif (WACAV, 1995 ; Gorman, 2007).

f) Représenter la communauté et, surtout, les personnes les plus vulnérables

Les résidentes jouant un rôle central dans les marches exploratoires sur la sécurité des femmes, les publications soulignent la nécessité de s'assurer d'une participation significative et représentative des femmes.

Nombre de stratégies innovantes ont été mises à profit pour rendre le processus d'enquête accessible et transparent pour les femmes de tous âges, niveaux de revenus, origines ethniques, langues, aptitudes et orientations sexuelles. Le travail de terrain est recommandé pour établir des liens avec différents publics (Venkatraman, 2000 ; Fédération Canadienne des Municipalités [FCM], 2004 ; WACAV, 1995 ; Reeves, 2003). Pour y parvenir, il faut choisir une approche qui cible les femmes utilisant le plus fréquemment la zone étudiée. Une large gamme de stratégies sont recommandées pour annoncer la marche exploratoire et susciter du feedback, tel que la couverture média, l'envoi de courrier et les sondages porte-à-porte. En Australie, la publicité de l'événement dans des lieux inhabituels fréquentés par les femmes, tels que vestiaires de piscine publique ou magasins d'alimentation des communautés ethniques, s'est avérée un succès (Whitzman, 2007b, p.27). À Dar es Salaam (Tanzanie), la pertinence et l'acuité de l'expertise locale ont été assurées en limitant la participation aux seules femmes vivant depuis plus de 5 ans dans la zone étudiée (Smaoun, 2002, p.13).

D'autres stratégies reposent sur l'organisation des réunions préparatoires et de la marche elle-même en des lieux et selon des horaires commodes et sûrs pour les résidentes. Il est recommandé d'offrir des services de garde et de transport, afin que les obligations familiales et les problèmes d'accès ne grèvent pas la participation des femmes (FCM, 2004 ; *Cowichan Women Against Violence Society*, 2002 ; METRAC, 1991). Pour communiquer avec les femmes réfugiées ou immigrées d'un bout à l'autre du processus, l'équipe peut faire appel à un interprète pour expliquer les concepts de base (WACAV, 1995). Il peut également être utile de simplifier le matériel d'enquête afin qu'il soit accessible au plus grand nombre (*Cowichan Women Against Violence Society*, 2002).

g) Constituer une équipe dédiée et répartir clairement les responsabilités

Les publications nord-américaines mettent tout particulièrement l'accent sur la mise en place d'une équipe responsable de l'intégralité du processus d'enquête, depuis le lancement jusqu'à l'achèvement du projet. WACAV demande ainsi à chaque équipe de considérer la marche exploratoire « comme un processus, et non comme un événement ponctuel » (1995, p. 25). Ainsi, le choix d'une personne ou d'un organisme respecté par la communauté pour mener l'ensemble du processus, peut contribuer à la cohérence du travail de planification et de suivi (*Cowichan Women Against Violence Society*, 2002 ; Whitzman, 2008). Si l'épuisement des bénévoles est à craindre, on peut aussi envisager l'embauche d'une organisatrice afin de s'assurer que toutes les tâches soient menées à bien (*British Columbia Coalition for Safer Communities* [BCCSC], 2001 ; Whitzman, 2008). Que les personnes et organismes responsables soient rémunérés ou bénévoles, le contact permanent entre l'équipe centrale du projet et les autres participants favorise la participation active et le cheminement harmonieux de toutes les parties (*Cowichan Women Against Violence Society*, 2002). Pour appuyer la réussite à long terme du projet, le document *Final Reflections from the Action for Neighbourhood Change Project* suggère que soit formée une relève pour les postes clés de l'organisation (Gorman, 2007, p.17).

Il convient de définir clairement non seulement les rôles et responsabilités de l'équipe centrale, mais aussi ceux de tous les participants et participantes (BCCSC, 2001 ; WACAV, 1995). Cela permet d'identifier et d'éliminer immédiatement tout risque de conflits et de doublons des responsabilités (Venkatraman, 2000 ; *Cowichan Women against Violence Society*, 2002). De même, savoir « qui fait quoi » permet de s'assurer que les ressources seront facilement accessibles et les responsabilités adéquatement déléguées (Kapadia & Robertson, 2006 ; BCCSC, 2001).

⁵ Les cartes mentales (également appelées « arbres à idées ») s'amorcent en écrivant un terme ou un concept sur une feuille de papier, en identifiant et ajoutant les termes et concepts associés, puis en les reliant d'un trait. Cet exercice a pour objectif de produire un schéma qui démontre comment de multiples concepts peuvent être liés ou inter reliés.

h) Instaurer un climat de confiance et sensibiliser et/ou informer

Le succès des marches exploratoires a été, surtout en Australie et au Royaume-Uni, attribué en partie aux mesures de mise en confiance, de sensibilisation et d'information. Une formation axée sur le lobbying, le travail de groupe, la cartographie et le leadership a été offerte aux expertes locales afin qu'elles disposent des compétences nécessaires à la réalisation de tous les volets de la marche exploratoire (Venkatraman, 2000 ; Phaire, 2004 ; *Making Safer Places*, 2003). Les rencontres et exercices consacrés au renforcement des équipes fournissent aussi l'occasion d'apprendre à travailler ensemble (Booth, 1996). Élargir cette formation aux instances gouvernementales et autres organismes est également recommandé afin de les sensibiliser aux préoccupations et obligations inhérentes à la sécurité des femmes (FVI, 2004 ; JAGORI, 2008 ; Comité d'Action Femmes et Sécurité Urbaine [CAFSU], 2002).

i) Fixer des objectifs réalistes

En Amérique du Nord, on semble mettre tout spécialement l'accent sur l'établissement d'objectifs réalistes pour les marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Premièrement, cela implique de reconnaître que personne ne peut tout faire et que les responsabilités doivent être réparties et déléguées (YWCA Harbour House, 2008). Deuxièmement, les sources consultées insistent sur le fait que les marches exploratoires et les recommandations qui en résultent, doivent viser des objectifs réalisables, afin de garantir une utilisation efficace de ressources limitées (FESU, 2007 ; *Cowichan Women Against Violence Society*, 2002 ; Andrew, 2000). Évaluer et réunir, dès les étapes initiales, les ressources nécessaires à l'intégralité du processus peut aider à identifier ce qu'il est possible ou non de réaliser (YWCA Harbor House, 2008 ; *Cowichan Women Against Violence Society*, 2002).

Ces objectifs réalisables ayant été fixés, il est opportun de les départager selon qu'ils appartiennent à la catégorie long terme ou court terme. À la suite de quoi, l'effort initial pourra porter sur les objectifs à court terme qui sont plus faciles et plus rapides à atteindre. L'impulsion et l'expérience que confère cette phase initiale facilitent généralement la transition vers les objectifs plus ardues et exigeants en terme de temps (Whitzman, 2008 ; BCCSC, 2001 ; Kapadia & Robertson, 2006).

j) Identifier les occasions les plus propices au changement

Après la création d'une bonne équipe et l'identification d'objectifs réalistes, il faut tenir compte du calendrier. Réalisée dans un climat politique et/ou économique favorable, la marche exploratoire a bien plus de chances de porter ses fruits. Ainsi, si des travaux de construction ou de rénovation sont en cours, les recommandations issues des marches exploratoires visant une amélioration de l'environnement bâti sont plus susceptibles d'être mises en œuvre, puisque les ressources nécessaires au changement ont d'ores et déjà été mobilisées (WACAV, 1995). De même, si ces changements sont proposés alors que les préoccupations de femmes reçoivent le soutien du public, il y a fort à parier que le gouvernement en place appuiera la mise en œuvre des recommandations d'une marche exploratoire locale (Whitzman, 2007a ; Andrew, 1995).

k) Mettre en place un suivi durable

Toutes les sources s'accordent sur la nécessité, après la réalisation de la marche exploratoire, de poursuivre l'action engagée. Comme indiqué plus haut, cela peut se traduire par une mise en action rapide et décisive sur des objectifs à court terme afin d'instaurer la dynamique souhaitée.

Il est recommandé de rédiger un rapport clair, cohérent et professionnel des conclusions de la marche exploratoire (*Cowichan Women Against Violence Society*, 2002 ; Whitzman,

Andrew & Shaw, 2008). Avant d'être finalisé, ce rapport doit être révisé par les expertes locales et les autres participants, pour s'assurer que tous les points de vue y sont fidèlement représentés (*Cowichan Women Against Violence Society*, 2002). Dans certains cas, il peut être opportun de remplacer ou de compléter ce rapport par une autre forme de compte-rendu. Ainsi, les participantes à la marche réalisée dans le cadre du projet Making Safer Spaces ont choisi de présenter les résultats obtenus sous forme de maquettes, de chansons et de photographies (Kapadia & Robertson, 2005 ; Phaire, 2004).

Une fois achevé, le rapport (ou toute autre forme de compte-rendu) doit être diffusé auprès des professionnels, des élus, des organisations non gouvernementales (ONG), des fournisseurs de services et de la communauté tout entière. Les médias, services d'urbanisme ou milieux d'affaires sont aussi à considérer. Il est recommandé de faire preuve de créativité pour toucher le plus large public possible. Par exemple, les résultats d'une marche exploratoire réalisée en Inde ont été diffusés au sein de l'école d'urbanisme et d'architecture locale, afin de sensibiliser la future génération de professionnels de la région (Whitzman, Andrew & Shaw, 2008).

Un suivi durable reste essentiel après la diffusion du rapport (Paquin, 1998). Il faut donc faire pression sur le gouvernement local pour obtenir les changements politiques et rester en contact avec les médias (Kapadia & Robertson, 2005 ; Dean, 2002). Exiger des dates butoir et définir des résultats mesurables pour la mise en œuvre des recommandations peut aussi mener au succès (*Cowichan Women Against Violence Society*, 2002 ; *Canadian Panel on Violence Against Women*, 1993). L'évaluation des résultats de la marche exploratoire est également primordiale. Réaliser cette évaluation et partager les conclusions donne l'occasion à d'autres groupes d'apprendre et de construire à partir des bonnes pratiques en usage (Dame, 2004 ; ONU-HABITAT, 2007a).

Enfin, plusieurs auteures recommandent de faire preuve de patience pendant toute la durée du processus d'enquête. Elles rappellent ainsi qu'il faut du temps pour instaurer de solides relations de travail entre différentes personnes et/ou organismes (Whitzman, Andrew & Shaw, 2008 ; Gorman, 2007 ; Dame, 2004). De plus, il arrive que les changements souhaités n'interviennent pas immédiatement après la formulation des recommandations. De fait, Dame remarque « Il est essentiel de se souvenir et de comprendre que le changement n'est pas définitif, qu'il peut être (et est) susceptible de s'inverser, et le recul est parfois plus rapide que l'avancée. La démarche est générationnelle : elle doit être abordée lentement et progressivement » (2004, p.30). Conséquemment, il est recommandé que toute évaluation de l'efficacité et des retombées d'une marche exploratoire s'inscrive dans une perspective à long terme (Whitzman, 2002a).

3.2 RÉSULTATS POSITIFS

a) Amélioration de l'environnement physique

Dans plusieurs cas, les rapports de marches exploratoires sur la sécurité des femmes recommandent d'apporter des modifications à l'environnement physique. Des petites mesures faciles à mettre en œuvre aux grands travaux de démolition coûteux, ce sont les résultats les plus visibles du processus d'enquête. Il s'avère que la plupart des marches exploratoires se sont traduites par un réaménagement plus moins important de l'environnement bâti. Voici quelques exemples de modifications apportées suite aux recommandations : amélioration de l'éclairage et de la signalisation ; installation de miroirs convexes et de bornes d'appel d'urgence ; réaménagement ou ajout de chemins piétonniers ; réaménagement ou déplacement des sorties de métro et des arrêts sur le réseau de transport ; et démolition ou grand nettoyage des quartiers délabrés (ONU-HABITAT, 2004

; Paquin, 1998 ; Smaoun, 1999 ; CAFSU, 2002 ; FCM, 2004). Mesure innovatrice en réaménagement de l'environnement physique, un kiosque d'information a été mis en place en Colombie-Britannique (Canada), suite aux recommandations d'une marche exploratoire sur la sécurité des femmes. Source d'informations sur les problématiques rencontrées par la communauté, notamment la prévention de la violence, ce kiosque illustre bien comment tous les membres de la communauté profitent de la mise en œuvre des recommandations de la marche exploratoire sur la sécurité des femmes (Whitzman, 2008, p. 122).

b) Sensibilisation de la population aux problèmes de violence et d'insécurité

Outre le réaménagement de l'environnement bâti, les marches exploratoires sur la sécurité des femmes provoquent d'autres retombées positives bien que moins évidentes. Plusieurs sources indiquent comment l'utilisation des marches exploratoires a accru la sensibilisation du public aux effets de la violence sur les femmes et la communauté tout entière. Kapadia et Robertson notent que l'enquête offre aux femmes un forum public pour partager leur expérience personnelle de la violence et de l'insécurité (2006). De plus, Whitzman souligne que les initiatives du type « marche exploratoire » accroissent la base de connaissances sur la sécurité « via la diffusion internationale qui est un processus fonctionnant dans les deux sens : les idées germent dans une ville, sont modifiées dans une autre, et, souvent, reviennent à leur point de départ renforcées par ces modifications » (2006, p.25).

Les marches exploratoires sur la sécurité des femmes démontrent comment un même environnement physique peut être perçu différemment par différents membres de la communauté. (Viswanath, 2006 ; WACAV, 1995 ; *Women's Contact Society*, 2005). Plus précisément, la marche exploratoire peut attirer l'attention sur la façon dont se manifeste la discrimination dans l'environnement construit (Booth, 1996 ;

Andrew, 2000). Ainsi, en Inde, on a constaté que les infrastructures de sécurité de base étaient totalement absentes des bidonvilles, mais présentes ailleurs (Viswanath, 2006).

En soulignant ces points sensibles, la marche exploratoire sur la sécurité des femmes permet de comprendre pourquoi la violence faite aux femmes est problématique pour l'ensemble de la communauté. Elle y parvient en mettant l'emphase sur le lien entre espace communautaire et sécurité personnelle (Kapadia & Robertson, 2006). De plus, la marche exploratoire montre comment la communauté tout entière peut travailler de concert pour améliorer la sécurité des femmes et, de ce fait, celle de l'ensemble de la communauté (WACAV, 1995).

c) Développement de la communauté

La marche exploratoire sur la sécurité des femmes semble avoir pour effet d'accroître l'intérêt des participantes et participants pour leur communauté. Ce pourrait être, en partie, parce que la marche offre aux participantes l'occasion de porter un regard critique sur la zone dans laquelle elles vivent et percevoir le potentiel (Andrew, 2000). Les sources britanniques, en particulier, soulignent comment la marche exploratoire a augmenté l'intérêt des participantes pour leur cadre de vie. Il semble qu'en s'impliquant dans leur quartier, les expertes locales prennent conscience non seulement des problèmes d'insécurité, mais également des aspects généralement positifs de la zone, tels que sa diversité et son caractère propre (*Making Safer Places*, 2004). De plus, grâce aux marches exploratoires, les expertes locales, les urbanistes et les autres participants ont noué de nouveaux liens fort positifs avec les autres résidents (Kapadia & Robertson, 2006 ; Phaire, 2004). Ce processus tisse également de nouvelles relations entre organismes, gouvernements et fournisseurs de services (Whitzman, 2008 ; Wekerle, 2005). Ces réseaux bénéficient à leur tour aux femmes en augmentant leur connaissance des nombreuses ressources de la communauté et leur accès à ces mêmes ressources (Whitzman, 2006).

Les nouveaux partenariats issus des marches exploratoires ont généré le soutien des initiatives nouvelles et existantes. Ainsi, à Montréal (Canada), le CAFSU indique que le processus d'enquête a permis de réunir les expertes locales et les associations issues de la communauté autour d'un même objectif : la mise en œuvre des recommandations (2002, p.51). À Montréal, là encore, les marches exploratoires ont contribué à l'inclusion du thème de la sécurité des femmes dans les sujets de préoccupation du programme municipal de prévention du crime Tandem Montréal (FCM, 2004, p.44). Parallèlement, à Toronto, de nouvelles initiatives ont émergé du travail de terrain et des relations instaurées dans le cadre des marches exploratoires. Citons, l'organisation de marches guidées dans High Park durant l'après-midi et de diverses journées d'activités (Whitzman, 2002a, p.312). Qui plus est, en Afrique, les marches exploratoires ont conduit à une réflexion collective sur les causes socio-économiques de l'insécurité des femmes. Conséquemment, un nombre grandissant d'actions touchant toute la communauté ont été lancées pour lutter contre l'ivresse sur la voie publique, le chômage, etc. (Smaoun, 2002 ; FESU, 2007).

Enfin, dans certains cas, la marche exploratoire a créé de nouveaux emplois dans la communauté. Tel qu'agents de transport affectés à des sites spécifiques, organisatrices, chercheuses et expertes-conseil en aménagement urbain. À Durban (Afrique du Sud), les résidentes ont tout particulièrement bénéficié d'une vague de création d'emplois : certaines d'entre elles ont ainsi été recrutées spécifiquement pour travailler au développement des infrastructures (Whitzman, 2006, p.24). Également notoire en Afrique : des programmes de création d'emplois ont été lancés en réponse au manque d'emplois sécuritaires pour les femmes. De plus, les recommandations de la marche exploratoire ont suscité de réels efforts pour encadrer les jeunes sans emploi (ONU-HABITAT, 2004, p.59).

d) Renforcement des compétences, de la confiance et de la légitimité des participantes

Les participantes mentionnent avoir acquis de nouvelles compétences, une plus grande confiance et un sentiment de légitimité grâce aux marches exploratoires sur la sécurité des femmes. L'équipe du projet *Making Safer Places* note que les expertes locales ont appris à se servir d'une caméra, à mener une entrevue et à travailler en groupe. Les participantes ont également amélioré leur compréhension des structures gouvernementales, des éléments de design et du leadership (*Making Safer Places*, 2003 ; 2004 ; 2005 ; Phaire, 2004).

Outre l'acquisition de nouvelles compétences, de nombreuses femmes notent une augmentation de leur confiance et de leur sentiment de légitimité à la suite d'une marche exploratoire. Jeter un regard critique sur l'espace public et formuler des recommandations qui changeront cet espace accroît, chez les femmes, le sens de leur importance sociale. De plus, ce travail donne aux participantes une grande confiance dans leurs capacités à provoquer le changement dans la sphère publique. Dans certains cas, cela semble directement lié à un sentiment renouvelé de leur devoir politique et/ou de leur réappropriation des espaces publics. (Booth, 1996 ; Gilroy & Booth, 1999 ; ONU-HABITAT, 2007b). De même, rencontrer les autres résidents (Phaire, 2004) et découvrir comment ils et elles utilisent et négocient l'occupation de l'espace public, a permis aux participantes de se sentir plus en sécurité après avoir réalisé une marche exploratoire (*Making Safer Places*, 2004).

Cette confiance accrue dont font état les expertes locales, est encore renforcée lorsque les décideurs locaux reconnaissent la légitimité des marches exploratoires (CAFSU, 2002 ; WACAV, 1995). Ainsi, à Petrozavodsk (Russie), la municipalité a reconnu publiquement la valeur des expertes locales en les invitant à jouer un rôle de supervision et de conseil au sein de la communauté (Hague et al., 2006). Grâce à ce type de soutien public,

l'expertise apportée par les résidentes continuera d'étayer le travail des urbanistes et des autres intervenants (Andrew, 1995 ; CAFSU, 2002 ; WACAV, 1995).

e) Visibilité, communications et financement

L'ensemble des participantes et participants aux marches exploratoires a l'occasion d'acquiescer de l'expérience et de bénéficier d'une publicité positive (WACAV, 1995). Jointe aux résultats mêmes de l'enquête, cette publicité positive peut, de plus, fournir aux groupes de femmes et aux autres citoyens une base solide pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il améliore son action sur les questions touchant les femmes (Kapadia & Robertson, 2006 ; Venkatraman, 2000). Ainsi, en Angleterre, l'intérêt suscité par le processus d'enquête a contribué à mettre en lumière le rôle des femmes en matière d'urbanisme (Booth, 1996). De plus, en Afrique et au Royaume-Uni, la notoriété des marches exploratoires a provoqué une hausse des fonds alloués dans différentes municipalités (Whitzman, Andrew & Shaw, 2008).

3.3 PRATIQUES À ÉVITER ET EFFETS NÉGATIFS

a) Abandon de l'approche de genre

Un certain nombre de sources soutiennent que lorsque les marches exploratoires perdent leur perspective de genre et ainsi que l'approche dite « du point de vue des femmes », elles perdent aussi en efficacité. C'est sans doute parce que les femmes ont tendance à utiliser l'espace de façon plus variée et plus complexe que les hommes (conciliant soin des enfants, travail ou éducation et/ou soin aux personnes âgées) (Petrie & Reeves, 2005, p.3). Donc, si le point de vue des femmes sur un quartier donné n'est pas considéré, la marche exploratoire risque de ne pas évaluer tous les usages potentiels. Le WACAV soutient que les marches exploratoires neutres du point de vue du genre sont plus susceptibles d'être récupérées

par les professionnels plus intéressés par la publicité que par les changements réels. Conséquemment, ces marches risquent de perdre des appuis (1995, p.31). Il est particulièrement difficile de lancer une marche exploratoire incluant une approche de genre au sein d'une communauté peu soucieuse des problématiques auxquelles les femmes font face (Greed et al. 2002 ; Shaw & Andrew, 2005). C'est qu'en l'absence de comités de soutien, d'organismes ou de programmes faisant la promotion d'une approche de genre, l'enquête manque des soutiens nécessaires (Bashevkin, 2005 ; Whitzman, 2007a). C'est une préoccupation particulière dans les quartiers qui n'ont pas fait l'expérience de l'application de politiques d'égalité entre les femmes et les hommes ou qui doivent donner priorité à d'autres priorités de développement local (Dame, 2002).

b) Manque de ressources et de soutien

Une majorité de régions du monde ont identifié le manque de ressources comme entrave à la réussite du projet. Comme mentionné plus haut, les ressources humaines, informatives et financières sont toutes essentielles à la réalisation d'une marche exploratoire. Faute d'une personne expérimentée ou d'une équipe entièrement dédiée à cette tâche, il est difficile d'organiser et d'assurer la réalisation des différentes phases d'une marche exploratoire (WACAV, 1995 ; Dame, 2004). De plus, en l'absence de participantes expérimentées ou formées, il peut être difficile de convaincre les décideurs de la légitimité des recommandations formulées par l'équipe (Butler-Kisber, 1993). Il est également possible qu'en l'absence d'une personne qui facilite le processus, les désaccords entre participantes mettent un frein au projet (Dame, 2004). En règle générale, sans ressources humaines suffisantes, il est aussi possible que les organisatrices de la marche s'épuisent et se découragent. Cela vaut notamment lorsque l'équipe n'est composée que de bénévoles (*Cowichan Women Against Violence Society*, 2002).

Même avec des ressources humaines suffisantes, il sera difficile de compléter le processus de marche exploratoire si les autres ressources viennent à manquer. Ainsi, en Israël, une pénurie de données officielles sur la condition des femmes est considérée comme un frein à la réalisation d'une enquête bien documentée (Kallus & Churchman, 2004, p.203). Un manque de ressources financières venant du secteur public ou privé peut aussi compromettre l'achèvement d'une enquête (WACAV, 1995 ; Whitzman & Perkovic, 2008). Cette difficulté à garantir ce financement, ou tout autre soutien des organismes extérieurs, est attribuée à un manque d'intérêt politique ou de faisabilité et/ou à une trop forte concurrence avec d'autres dossiers (WACAV, 1995 ; Whitzman, 2006 ; Phaire, 2004). Dean indique par ailleurs, en référence aux organismes de terrain, que « les procédures gouvernementales trop strictes peuvent contrecarrer [la réussite du projet], car elles ralentissent la délivrance des autorisations et du financement » (2002, p.3).

c) Sous-représentation des groupes les plus vulnérables

Les sources russes, anglaises et canadiennes ont toutes fait part de difficultés à impliquer des groupes représentatifs de la diversité des femmes dans les marches exploratoires. Pour la Russie, Hague et al. soulignent que ce problème est souvent dû au « manque fréquent de culture du dialogue » (2006). Donc, il se peut que les marches exploratoires peinent à réunir des femmes issues d'horizons divers dans les quartiers où les valeurs ou besoins communs semblent inexistantes. Au Canada, plusieurs barrières culturelles et/ou sociales ont été identifiées comme entravant la participation. Par exemple, certaines femmes sont peut-être moins disposées à participer aux marches exploratoires organisées le soir, car elles alors sont inconfortables à l'idée de quitter leur domicile (WACAV, 1995, p.24). De même, il se peut que les femmes immigrées ou réfugiées estiment ne pas avoir le droit

de donner leur avis en matière politique (Whitzman, 2002b). Parmi les autres entraves identifiées figurent le manque de services de garde, la timidité/le manque de confiance en soi, la méfiance vis-à-vis des organismes publics, la barrière de la langue, le manque de transport, le manque de temps, l'isolement ou les problèmes de santé (*Cowichan Women Against Violence Society*, 2002 ; Dean, 2002 ; WACAV, 1995 ; Paquin, 1998).

d) Empiètement par les professionnels sur le processus

Toutes les régions mentionnent le danger de « détournement », par les professionnels, des ressources dédiées à la marche exploratoire. Cela peut se produire lorsque les connaissances spécialisées que possèdent les professionnels sont considérées comme plus valables que les connaissances expérimentales des autres participants et participantes (Whitzman, 1995). Le remplacement de l'expertise des résidentes par le savoir des professionnels a pour effet d'ôter toute légitimité au point de vue des femmes. C'est ce qui est arrivé à Toronto où les recommandations issues d'une marche exploratoire n'ont été mises en œuvre qu'après le dépôt du « rapport d'un consultant 'professionnel' et l'éradication de toute référence spécifique à l'approche différenciée selon les sexes » (Whitzman & Perkovic, 2008).

Autre difficulté rapportée par WACAV : les décideurs peuvent n'instaurer que les recommandations qui servent leur carrière ou les valeurs qu'ils prônent (1995). Cela, encore une fois, déprécie la valeur intrinsèque de l'expertise des résidentes. De même, il semble que les marches exploratoires sont menées par les organismes publics à des fins de publicité. Dans ce cas, une fois l'effet d'annonce passé et l'intérêt public requis ailleurs, les recommandations sont vite oubliées (JAGORI, 2008 ; Wekerle, 2005).

e) Détournement problématique des ressources

Que les marches exploratoires puissent

accaparer d'importantes ressources au détriment des autres problématiques de la communauté est une préoccupation constante chez les auteures consultées. Dans certaines communautés, les changements recommandés à l'issue des marches exploratoires entraînent parfois en conflit avec les normes esthétiques ou les règles et critères fixés par les services municipaux (Trench & Jones, 1995 ; Whitzman, 2002a). De même, comme le fait remarquer Whitzman, les modifications recommandées peuvent restreindre la liberté des autres utilisateurs des espaces publics, tels que les sans-abris ou les homosexuels pour qui les parcs sont lieux de rendez-vous (2002a, p.315). Parallèlement, les sources indiennes expriment leur crainte que les modifications à l'aménagement urbain ne contribuent à la création d'une société sous surveillance (Phadke, 2005, p.59). Enfin, *Prevention without politics? The cyclical progress of crime prevention in an Australian state* souligne que, dès lors que les citoyens et citoyennes participent aux stratégies de prévention de la criminalité, le secteur privé hérite simultanément de responsabilités accrues en matière de sécurité publique (Sutton & Cherney, 2002, p.327).

f) Échec de la mise en œuvre des recommandations

Les sources nord-américaines mentionnent, à plusieurs reprises, l'impact négatif d'un suivi déficient après une marche exploratoire. Si les recommandations formulées sont ignorées ou tombent dans l'oubli, les expertes locales ont de fortes chances d'être découragées et de se sentir inefficaces (Whitzman, 2002b ; CAFSU, 2002). De plus, si les changements ne sont pas mis en œuvre, les femmes risquent de se sentir encore plus vulnérables dans leur environnement qu'avant le lancement de l'enquête. Une certaine inquiétude a également été exprimée devant le risque que les participantes développent des attentes irréalistes quant à la rapidité de mise en œuvre des recommandations et quant à l'efficacité même de cet outil à éliminer

l'insécurité ou la criminalité au sein de la communauté (Chaaban, 1995 ; WACAV, 1995 ; Whitzman, 2002b).

On s'inquiète aussi du peu d'intérêt parfois accordé à l'évaluation précise des retombées et résultats du processus d'enquête par l'analyse méticuleuse et logique ou par l'évaluation scientifique des impacts (WACAV, 1995 ; Whitzman, 2002b ; 2007a ; Whitzman & Perkovic, 2008). Ce désintérêt pose problème, car il est difficile, en l'absence de feedback, de déterminer quelles sont les bonnes et les mauvaises pratiques concernant l'utilisation de l'outil. De plus, ce manque d'évaluation explique la rareté des sources décrivant comment la marche exploratoire sur la sécurité des femmes peut être adaptée aux spécificités locales, ou jusqu'à quel point elle a un impact sur l'insécurité réelle et les comportements criminels.

Dans la littérature disponible, les facteurs expliquant ce manque d'évaluation se retrouvent tous dans la présente section. Pour mémoire : perte de l'approche différenciée selon les sexes et du point de vue des femmes ; manque de ressources et de soutien ; représentation déficiente ; cooptation par les professionnels ; et dispersion inefficace des ressources.

3.4 QUESTIONS D'ÉVALUATION

a) La marche exploratoire sur la sécurité des femmes est-elle un outil efficace en matière de prévention de la criminalité ?

Bien que toutes les publications fassent état des retombées positives des marches exploratoires sur la sécurité des femmes, la valeur de cet outil en matière de prévention de la criminalité est sans cesse questionnée. Phaire signale que, lorsque la théorie des genres est appliquée au domaine - très axé sur les résultats - de la prévention du crime, elle peut sembler manquer de retombées tangibles (2004). Certes, Whitzman rappelle que les statistiques faisant état de l'efficacité des marches exploratoires à prévenir la

criminalité sont difficiles à trouver. Parmi les facteurs cités pour expliquer cette situation, notons le manque de ressources, la difficulté à mesurer des phénomènes sociaux complexes et la résistance du monde politique (2006). Whitzman observe, par ailleurs, que les gens ont souvent l'impression que les

Comment peut-on préconiser une amélioration des politiques publiques – de celles qui améliorent les infrastructures telles que l'éclairage urbain, des transports publics plus conviviaux pour les femmes, un maintien de l'ordre plus présent – sans nécessairement suggérer que la seule solution au problème de la sécurité des femmes est la surveillance totale du quartier? Comment peut-on soutenir la légitimité du désir de prendre des risques et insister sur le fait que la prise de risque devrait être une question de choix (y compris pour les citoyens marginaux) plutôt qu'un piège tendu par des aménagements et des politiques à courte vue? Comment parvenir à démanteler les normes qui assurent le contrôle de la sexualité des femmes via l'opposition entre femmes 'respectables' ou non? Comment peut-on affirmer que les femmes sont menacées dans les espaces publics, tout en rejetant l'image qui présente les femmes dans leur unique rôle de victimes ayant besoin d'une protection qui, inévitablement, mène à des restrictions, de la surveillance et du contrôle ? (Phadke, 2005, p. 59).

ressources et les efforts mobilisés pour les marches exploratoires sur la sécurité des femmes détournent « l'énergie de problèmes communautaires plus graves, liés à la violence et à la criminalité » (2002b, p.110).

Cependant, si on situe, en matière de prévention de la criminalité, l'évaluation du point de vue conceptuel plutôt que concret, plusieurs sources reconnaissent le succès des marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Ainsi, en permettant aux résidentes d'imaginer une communauté plus sûre, la marche exploratoire offre une perspective concrète à partir de laquelle seront générées les initiatives de prévention

de la criminalité. De plus, cette perspective permet d'examiner bien plus que les causes physiques de la criminalité, en relevant également les déterminants sociaux et environnementaux (Andrew, 2000). Plusieurs sources consultées insistent sur la façon dont les marches exploratoires donnent aux femmes le sentiment de s'être « réapproprié » l'espace public (Kapadia & Robertson, 2006 ; Booth, 1996 ; Venkatraman, 2000). Ceci a pour effet d'accroître le nombre d'utilisatrices de l'espace public et pourrait, sans doute, modifier la façon dont certaines zones sont utilisées et réduire le nombre d'actes criminels qui s'y commettent. De même façon, il est possible qu'en mettant l'accent sur le plan socio-économique de la prévention du crime, plus fondamental, la marche exploratoire réalise effectivement son plein potentiel (Whitzman, 2002b).

b) Professionnels et décideurs clés ne sont-ils pas trop impliqués dans les marches exploratoires sur la sécurité des femmes ?

Il y a, dans la documentation, quelques divergences quant à la valeur réelle - et l'importance souhaitable - de la contribution des professionnels et des décideurs clés au processus d'enquête. Quand vient le temps de mettre en œuvre les recommandations des marches exploratoires, nul groupe ne peut travailler seul. La participation de ces acteurs externes est donc, dans une certaine mesure, nécessaire. Qui plus est, pour que le point de vue des femmes, fondement de la marche exploratoire, puisse influencer les processus politiques et développer des réseaux au sein de la communauté, l'implication des professionnels et des décideurs clés reste un atout notable. Quoi qu'il en soit, de nombreuses auteures affirment qu'une implication excessive des professionnels tend à étouffer la légitimité et l'expertise des résidentes (Wekerle, 2005 ; Whitzman & Perkovic, 2008 ; WACAV, 1995). Parce que ces femmes ont une vision unique de leur quartier et peuvent exprimer cette perspective de façon singulière, d'importantes informations et méthodes seront occultées

si l'expertise des professionnels et les exigences des décideurs récupèrent le processus (Kapadia & Robertson, 2005 ; Shaw & Andrew, 2005 ; ONU-HABITAT, 2004). Ainsi, quand le savoir généraliste des professionnels prend le pas sur celui des expertes locales, on perd la possibilité d'adapter l'outil à d'autres communautés (ONU-HABITAT, 2007a).

De plus, l'implication de certains professionnels peut entraver la mise en œuvre des recommandations. C'est le cas lorsque les politiciens et autres décideurs se servent de la marche exploratoire pour leur publicité. Ils peuvent dès lors n'allouer des ressources qu'aux seuls changements qui leur conviennent ou font avancer leur carrière (Greed, et al., 2002 ; Wekerle, 2005 ; WACAV, 2005).

Néanmoins, les documents de toute provenance reconnaissent l'utilité, voire la nécessité, de faire participer les professionnels et les décideurs clés à toutes les phases du processus. Ainsi, la BCCSC et le *Cowichan Valley Safer Futures Program* (« Pour un avenir plus sûr dans la vallée de Cowichan ») s'accordent à dire que l'embauche, au sein de l'équipe, d'une professionnelle du secteur public profite aux marches exploratoires (BCCSC, 2001 ; *Cowichan Women Against Violence Society*, 2002). Butler-Kisber soutient que la participation des administrateurs clés, lors d'une marche exploratoire sur le campus de l'Université McGill, a apporté du support et de la légitimité au projet (1993). De plus, il s'avère que le CAFSU, la *Cowichan Women Against Violence Society*, Gilroy & Booth, Venkatraman, Dean et la *Women's Contact Society* sont tous persuadés que la participation des professionnels et des décideurs clés sert à l'accroissement des ressources et du soutien offert aux équipes des marches exploratoires (CAFSU, 2002 ; *Cowichan Women Against Violence Society*, 2002; Gilroy & Booth, 1999 ; Venkatraman, 2000 ; Dean, 2002 ; *Women's Contact Society*, 2005).

c) Les marches exploratoires sur la sécurité des femmes ont-elles réellement un impact positif sur les groupes marginalisés ?

Les vues divergent quant au niveau d'impact positif réel des marches exploratoires sur les groupes marginalisés. Puisque ces enquêtes sont censées représenter toutes les résidentes d'un quartier et attirer l'attention sur les problèmes de sécurité rencontrés par les autres groupes marginalisés, ce devrait être un des points forts de cet outil. Alors que tous semblent s'accorder sur l'importance d'inclure une grande diversité de femmes dans les marches exploratoires, on dispose de peu d'informations quant au succès de cette intégration. Au contraire, il y a une foule de références à la difficulté d'impliquer certaines populations (Booth, 1996 ; Dean, 2002 ; WACAV, 1995 ; Whitzman, 2002b ; Whitzman & Perkovic, 2008 ; Wekerle, 2005). De plus, Whitzman, Andrew et Shaw font remarquer qu'un phénomène de gentrification⁶ a pu se produire dans certains quartiers après la mise en œuvre des recommandations issues des marches exploratoires. Parce que la gentrification a généralement pour effet d'exclure, plutôt que d'inclure, les groupes marginalisés, elle contrecarre le mandat même des marches exploratoires qui est de créer une communauté plus sûre et plus accueillante pour tous ses membres (2008). Il semble donc qu'il y ait beaucoup de travail en perspective avant que cet outil puisse prétendre être vraiment profitable à l'ensemble des résidentes et résidents, dans toute leur diversité.

d) Quel est le rapport coûts/bénéfices des mesures urbanistiques de prévention de la criminalité ?

Enfin, le matériel consulté varie quant à savoir si les bénéfices de la prévention du crime par l'aménagement du milieu dépassent ou non leurs coûts d'application. Certes, la majeure partie des auteures s'accorde à dire que les marches exploratoires sur la

⁶ (NdT) : La gentrification (de gentry, petite noblesse anglaise) est le processus par lequel un quartier populaire s'embourgeoise et connaît un remplacement des populations à la suite d'une revitalisation

sécurité des femmes génèrent de nombreuses retombées positives (voir plus haut). Prenant comme exemple une marche réalisée sur le campus de l'Université McGill, Butler-Kisber affirme que ce processus est « fondamental à la qualité de la vie universitaire » (1993, p.4). Toutefois, certaines auteures s'inquiètent de ce que la marche exploratoire sur la sécurité des femmes et l'accent mis sur la sécurité publique n'empiètent sur les droits privés des citoyens. Whitzman mentionne que les marches exploratoires ont le potentiel de privilégier les priorités des femmes dans l'utilisation des espaces, au détriment de celles des autres groupes. Tel qu'évoqué plus haut, Whitzman démontre, prenant pour exemple les homosexuels se donnant rendez-vous dans les parcs, en quoi le besoin de sécurité des femmes qui veulent réduire les occasions d'agressions sexuelles, entre en conflit avec les besoins d'autres groupes utilisant les espaces publics comme lieux de rendez-vous galants (2002a, p.315).

Sutton & Cherney soulignent également que ces méthodes de prévention de la criminalité, qui dépendent très largement de l'implication des citoyens et citoyennes, incitent les gouvernements à transférer la tâche et le coût, pourtant publics, aux citoyens (2002). De plus, Phadke relève plusieurs points saillants démontrant comment les résultats des marches exploratoires contredisent leurs intentions initiales. Dans l'analyse de Phadke, le renversement s'opère lorsque les besoins des femmes, en tant que citoyennes autonomes, sont remplacés par les besoins globaux des femmes, tels que perçus par les décideurs.

Ainsi, bien qu'une majorité d'auteures s'accorde à dire que les marches exploratoires mettent en valeur la voix propre de chaque citoyenne, le débat persiste quant à la façon dont ces voix individuelles sont perçues et quels sont les objectifs qu'elles sont censées soutenir.

3.5 SUGGESTIONS ET PISTES D'ACTION

Malgré un manque généralisé d'évaluation détaillée des marches exploratoires sur la sécurité des femmes, la documentation consultée apporte quelques suggestions d'amélioration. Premièrement, le rapport *Preventing gender-based violence in the Horn, East and Southern Africa: a regional dialogue* (Prévenir la violence faite aux femmes dans la Corne, l'Est et le Sud de l'Afrique : un dialogue régional) d'ONU-HABITAT recommande d'embaucher plus de femmes aux postes chargés de l'élaboration des politiques publiques et de leur confier d'autres rôles décisionnels clés, ce qui faciliterait l'élaboration et la mise en œuvre des recommandations des marches exploratoires en fournissant un contexte d'intervention sécuritaire et ouvert à l'approche de genre (2004). Une seconde suggestion, relativement liée à la première, nous vient d'Europe de l'Ouest. Phadre recommande que les marches exploratoires réalisées à l'échelon local soient étroitement liées aux politiques de prévention de la criminalité aux plans national et international, afin que les recommandations soient accueillies favorablement par les professionnels et les décideurs (2004). Troisièmement, WACAV suggère d'adapter l'outil d'enquête afin d'y inclure d'autres espaces, plus privés et familiaux, comme les lieux d'habitation (1995). C'est ce que soutient Whitzman qui souligne la nécessité de traiter toutes les causes, publiques, privées ou socio-économiques, de la criminalité affectant les femmes (2007b). Le WACAV propose également de multiplier, durant le processus, les mesures visant à inclure les femmes les plus vulnérables aux atteintes de la criminalité (1995). De plus, Butler-Kisber déclare que « Nous avons besoin de développer des façons d'enquêter 'du bas vers le haut' et d'élargir la portée des enquêtes » (1993, p9). Cela semble couvrir les deux points précédents, puisque la marche exploratoire est un outil qui devrait s'appliquer à autant de contextes divers qu'il y a d'occurrences de violence envers les femmes, et centraliser ses efforts sur celles qui ressentent le plus les effets de cette violence. Enfin, WACAV recommande que les guides de marches exploratoires fournissent plus de directives concernant les stratégies de suivi, en incluant des paramètres permettant aux femmes d'évaluer les politiques publiques et procédures en vigueur (1995).

4. RÉSULTATS DU SONDAGE

4.1 PRÉSENTATION ET LIMITES

Le chapitre qui suit offre une synthèse des résultats des 18 réponses reçues dans le cadre du sondage réalisé par FVI. Comme indiqué dans la section Méthodologie, ces informations reflètent l'opinion de représentantes et représentants de gouvernements, d'associations communautaires, d'organisations non gouvernementales (ONG), et de coordinatrices et coordonnateurs du Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres (voir la liste complète des répondants en Annexe 2). Les personnes interrogées étaient originaires des régions suivantes : Afrique (6), Canada (5), Europe (dont Russie) (3), Inde (2), Amérique Latine (2).

Ce sondage, reposant sur une série de questions ouvertes, a été réalisé par courrier électronique, par téléphone ou sous forme d'entrevues. Le choix des questions visait à recueillir du feedback qualitatif sur les différentes expériences vécues à travers le monde par les organismes utilisant les marches exploratoires. Cependant, comme mentionné dans la section Méthodologie, cela a entraîné quelques difficultés, dont, notamment, la variabilité du niveau de précision des réponses fournies par les différentes organisations. De plus, certaines ont interprété les questions de différentes façons, fournissant des réponses pas toujours comparables.

4.2 UTILISATION DES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES

Le METRAC (Toronto, Canada) réalise des marches exploratoires sur la sécurité des femmes depuis 19 ans, ce qui en fait le plus vieil utilisateur, suivi du programme *Cowichan Valley Safer Futures* (Colombie-Britannique, Canada), du Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal et du Women's Design Service (WDS, Londres, Royaume-Uni) qui mènent ces marches exploratoires depuis le milieu des années 1990.

Quatorze groupes nous ont précisé le nombre de marches exploratoires auxquelles ils ont participé. Cela varie d'une marche à plus de cent. Villes plus sûres - Dar es Salaam a été très précis dans sa réponse, indiquant avoir réalisé une marche exploratoire à Kurasini, une à Ilala Mchikichini et deux à Manzese, en 2002. L'organisme a de plus mentionné qu'une troisième marche exploratoire avait été réalisée dans la région en 2007 par un étudiant en maîtrise. Les autres groupes ont répondu de façon plus ambiguë, déclarant avoir réalisé « de nombreuses marches » ou se contentant de décrire la zone géographique étudiée. Certains groupes, et notamment le METRAC et le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal, ont indiqué qu'il leur était extrêmement difficile de calculer le nombre de marches auxquelles ils avaient participé, vu qu'ils utilisent l'outil depuis fort longtemps. À l'inverse, certains groupes ont travaillé selon des échéanciers très courts et très précis, comme c'est le cas pour ONU-HABITAT Varsovie qui a réalisé trois marches exploratoires en l'espace d'un mois.

COMITÉ D'ACTION DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE TORONTO CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS (METRAC)

TORONTO, CANADA

Sur les expériences récentes de réalisation d'une marche exploratoire

« De 2000 à 2005, le METRAC a financé, en partenariat avec la municipalité de Toronto, la « Nuit pour la sécurité des communautés » (CSN), manifestation annuelle qui a permis d'évaluer plus de 140 quartiers de la ville. La CSN a offert aux différentes communautés l'occasion d'évaluer la sécurité de leur quartier, de formuler d'importantes recommandations et de travailler ensemble à la création d'espaces plus sûrs pour tous.

Depuis 2005, le METRAC forme les résidentes des communautés et les employés municipaux à mener des marches exploratoires dans leur voisinage, à Toronto, ce qui s'est traduit par plus de 25 marches dans les quartiers. »

- Narina Nagra, Directrice Sécurité, METRAC, 27 juin 2008

Certains groupes ont mis l'emphase sur leurs efforts à garantir l'exhaustivité des marches réalisées, telle l'Association Congolaise des Droits de la Personne Humaine (ACDP), qui précise avoir accordé un à deux mois à l'évaluation de chacun des trois sites retenus. L'ONG DAGROPASS de défense des droits des femmes, à Bubanza (Burundi), a consacré 15 jours à chacun des sites évalués. En Inde, le centre JAGORI s'est également efforcé d'élargir son action en réalisant 25 marches exploratoires sur la sécurité des femmes, dans le cadre d'une étude exhaustive des différents quartiers de Delhi.

Enfin, certains autres groupes ont précisé la durée de chaque enquête réalisée : c'est le

cas du « Y des Femmes de Montréal » qui a réalisé 'une ou deux' marches exploratoires au centre-ville de Montréal et indiqué que chacune avait duré environ trois heures

4.3 D'OÙ VIENT L'INTÉRÊT POUR LES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES ?

Implanté en périphérie de Toronto (Canada), le METRAC a lancé la première marche exploratoire sur la sécurité des femmes en 1989. Ce qui a incité la Ville de Montréal (Programme Femmes et ville) à traduire et adapter l'outil. Son usage s'est ensuite répandu dans tout le Canada et à travers le monde (voir le Tableau 1).

TABLEAU 1 – SOURCES D'INFORMATIONS POUR LES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES

	Canada	ONU-HABITAT	Autres
Organismes canadiens	5	0	0
Organismes européens	2	1	0
Organismes latino-américains	0	0	1
Organismes africains	2	2	1
Organismes indiens	2	0	0

Les origines canadiennes de l'outil sont mentionnées dans bon nombre de réponses, dix groupes déclarant avoir découvert la marche exploratoire grâce à des sources canadiennes. Cinq organismes citent le METRAC, deux autres disent avoir participé au Séminaire International sur la Sécurité des Femmes organisé à Montréal en 2002, un a bénéficié d'une formation donnée par une Canadienne, un autre cite le Comité d'Action Femmes et Sécurité Urbaine (CAFSU)⁷ de Montréal, et un dernier mentionne un manuel publié par la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM). Le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal, qui a rédigé le *Guide d'enquête sur la sécurité des femmes en ville* (1993), a expliqué avoir été influencé par l'expérience de Toronto. Un groupe cite la Ville de Lévis (Québec) comme source d'informations et d'inspiration pour la réalisation des marches exploratoires sur la sécurité des femmes en 2007.

Quatre organismes ont désigné ONU-HABITAT comme source initiale de leurs connaissances en matière de marches exploratoires. Trois d'entre eux ont plus spécifiquement cité le Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres. Il vaut la peine de mentionner que ces trois programmes ont reçu une formation et/ou un financement de ONU-HABITAT, et ont œuvré en partenariat pour mener à bien les marches exploratoires.

Enfin, l'*Asociación para la Vivienda Popular*, en Colombie, a identifié *Red Mujer y Hábitat de América Latina* (CISCSA) et un autre groupe a cité Women's International Network on Small Arms (les Femmes d'IANSA) comme principales sources d'information, alors que deux organismes n'ont pas fourni de réponse précise à cette question.

⁷ Le Comité d'Action Femmes et Sécurité Urbaine, à Montréal, était un organisme parapluie regroupant des groupes de femmes et des services publics municipaux. Le CAFSU a cessé ses activités.

Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal

MONTRÉAL, CANADA

Sur la reconnaissance des marches exploratoires comme outil utile

Le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal est le seul organisme qui a expliqué en détail les besoins ayant mené à l'utilisation des marches exploratoires sur la sécurité des femmes à Montréal. Ce processus d'enquête a été lancé à la suite d'une consultation publique sur le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal, en 1988. En cours de consultation, un collectif de femmes a produit un mémoire sur les besoins des femmes en milieu urbain. La question de la sécurité des femmes y est apparue comme hautement prioritaire. Cette initiative a permis de garantir l'engagement des autorités municipales à agir sur cette question. Sur cette base, la Ville de Montréal a créé le Programme Femmes et ville, et fait usage d'un éventail de méthodes d'enquête, dont les marches exploratoires sur la sécurité des femmes, pour faire de Montréal une ville plus sûre pour les femmes en particulier, et pour les citoyens dans leur ensemble.

- Entretien avec Anne Michaud, experte et consultante internationale, ex-Coordinatrice du Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal (1992-2004), 5 septembre 2008

4.4 DIFFÉRENTS RÔLES JOUÉS PAR LES ORGANISMES DANS LE CADRE DES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES

Nous avons demandé aux organismes interrogés quels furent leurs rôles dans le processus d'enquête. Cette question ayant été ajoutée à la version finale du sondage, les 6 premiers groupes interrogés n'ont pu y répondre. Sur les 10 réponses fournies, 36 rôles différents ont été identifiés, ce qui indique clairement la nécessité, pour les groupes organisateurs, d'endosser un large éventail de responsabilités. Un organisme, le METRAC, a déclaré jouer pas moins de 11 rôles durant le processus d'enquête. Les

réponses les plus fréquentes se regroupent sous trois thèmes : assistance, représentation et formation. Le *Gender & Space Project*, PUKAR, a non seulement assuré la formation des équipes organisatrices, mais également mis à profit les résultats des marches exploratoires pour former les étudiants des

écoles supérieures d'urbanisme. Entre autres rôles mentionnés, notons la collaboration au travail de mise en œuvre, à l'adaptation du processus et à la sensibilisation du public, ainsi que la coordination, le pilotage et la participation (voir le Tableau 2).

TABLEAU 2 – RÔLES DES ORGANISMES RÉPONDANTS DURANT LES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES

	Assistance, représentation et formation	Mise en œuvre, adaptation et sensibilisation	Coordination, pilotage et participation
Organismes canadiens	5	2	3
Organismes européens	0	1	0
Organismes latino-américains	0	0	0
Organismes africains	3	3	2
Organismes indiens	2	2	2

4.5 UTILISATION ET ADAPTATION DES OUTILS

Pour encadrer le ou les rôle(s) de leurs organismes, 10 organismes ont indiqué s'être servi d'un guide d'enquête tout au long du processus. Le guide d'enquête sur la sécurité des femmes publié par le METRAC a été utilisé par quatre groupes, ce qui en fait la source la plus souvent citée. Là encore, la forte influence canadienne est palpable en matière de diffusion des guides de marches exploratoires sur la sécurité des femmes et des outils afférents.

De fait, les seuls autres guides expressément mentionnés étaient le guide d'enquête de sécurité produit par le Women's Action Centre Against Violence (WACAV, rebaptisé WISE – *Women's Initiatives for Safer Environments*) à Ottawa (Canada), qui a adapté le guide du METRAC, et le Guide de la Ville de Lévis, largement inspiré du guide créé par le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal, lui-même traduit et adapté à partir du guide METRAC. Trois autres personnes interrogées ont déclaré s'être inspirées de plus d'un guide, sans toutefois mentionner aucun titre. L'une d'elles a précisé n'avoir utilisé aucun guide en tant que tel,

tout en ayant été « largement influencée par les versions simplifiées en provenance du Canada », sans toutefois mentionner de titre. Enfin, l'ONG DAGROPASS de défense des droits des femmes, basé à Buzanza (Burundi), a déclaré utiliser « L'Art des marionnettes », sans fournir davantage d'informations sur cette source.

Dix des organismes ont confirmé avoir adapté un guide existant avant de l'appliquer à leur ville ou à leur contexte. Les membres du projet « Douala plus sûr » ont, par exemple, indiqué avoir combiné et adapté quelques outils préexistants. Les raisons de cette adaptation sont d'abord contextuelles, les révisions devant refléter la réalité propre aux femmes de la communauté. On a donc supprimé, remplacé ou ajouté des questions et modifier la langue du questionnaire pour le rendre accessible pour tous les types d'utilisatrices. Les deux organismes indiens interrogés, le centre JAGORI et le *Gender & Space Project*, PUKAR, ont adapté leurs guides d'enquête pour mieux servir les objectifs généraux de leur projet.

L'équipe du *Cowichan Valley Safer Futures Program*, en Colombie-Britannique (Canada), a pour sa part décidé de créer

son propre guide - Cowichan Valley Safety Audit Guide (1999) – qui leur semblait plus approprié, vu le contexte rural de l'enquête. Au Burundi, l'ONG de défense des droits des femmes DAGROPASS a adapté le guide d'enquête de sécurité pour gérer une situation de conflit armé, s'efforçant d'identifier des stratégies de résolution du conflit, intégrant l'approche de genre. L'équipe voit donc son guide comme la «solution pour la paix par l'action conjointe des hommes et des femmes».

Le programme Femmes et ville de la Ville de Montréal a créé son propre guide en français - *Guide d'enquête sur la sécurité des femmes en ville* (1993). Cet ouvrage réorganise les points clés du guide conçu par METRAC en « six principes d'aménagement sécuritaire du point de vue des femmes », afin d'aider les résidentes à identifier les solutions aux problèmes de sécurité. Ce guide a été traduit en plusieurs langues et utilisé dans le cadre de formations offertes à ONU-HABITAT et pour l'usage du Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (FESU).

Le METRAC a confirmé que son guide est en constante révision et adaptation, afin de s'assurer qu'il reste aussi pertinent que possible pour les organismes qui en font usage. Par exemple, ce guide a été traduit en cinq langues : chinois, français, punjabi, espagnol et tamoul. Le guide a également été adapté de façon à refléter la réalité telle que vécue par différents groupes culturels de Toronto, afin d'inclure au processus d'enquête la population féminine de la ville dans toute la diversité. Le METRAC a indiqué être en train d'élaborer un outil d'enquête sur la sécurité des jeunes, comme ressource de prévention de la violence pour aux jeunes Torontois de 13 à 21 ans.

4.6 PARTICIPATION AUX MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES

Les réponses à la question « Qui a participé aux marches exploratoires ? » varient fortement en fonction du nombre de marches réalisées

: ainsi, le *Safer Nairobi Initiative* (un projet conjoint du Conseil de Ville de Nairobi et le Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres), le *Cowichan Valley Safer Futures Program*, le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal et l'ONG DAGROPASS de défense des droits des femmes, au Burundi, font état de « centaines de participantes », alors que le Centre Femmes l'Ancrage de la Ville de Lévis (Canada) en dénombre moins de 10.

Quatre organismes ont indiqué que la composition de leurs équipes différait d'une marche à l'autre, et quatre autres que les diverses phases du processus impliquaient différentes personnes. Un groupe a ainsi fait état d'une représentation plus massive de la municipalité vers la fin du processus, quand les recommandations ont commencé à être mises en œuvre. Le groupe de Dar es Salaam a souligné que ce sont les participantes qui ont proposé de se séparer en deux groupes de 10 personnes à Manzese. De plus, cinq autres personnes se sont regroupées à Kurasini, et trois équipes aux effectifs inconnus se sont formées à Ilala.

Quatorze répondants ont précisé le sexe des participants issus de la communauté, alors que deux seulement ont indiqué le sexe des autres acteurs, tels officiers de polices, décideurs, etc. Il ressort que les femmes formaient la totalité, ou presque, des groupes participant aux marches exploratoires.

Huit groupes ont expressément indiqué avoir intégré les populations marginalisées. Outre les membres de la communauté, plusieurs autres participants aux marches exploratoires ont été mentionnés⁸, parmi lesquels :

- membres du personnel de l'organisme concerné ;
- journalistes et photographes ;
- leaders de la communauté, maires et représentants de la municipalité ;

⁸ FVI assure actuellement la coordination d'une étude de trois ans sur l'adaptation des marches exploratoires sur la sécurité des femmes aux réalités propres à certains groupes au Canada, notamment les femmes âgées, les femmes autochtones, les femmes handicapées et les femmes issues des minorités visibles et de l'immigration

- jeunes (hommes et femmes) ;
- observateurs ;
- agents de police (un groupe a tout particulièrement mentionné l'implication de femmes policières) et gardiens de parc ;
- leaders locaux des districts et sous-districts ;
- fonctionnaires municipaux au niveau des districts et arrondissements ;
- urbanistes et professionnels ;
- membres du personnel des Nations unies et des ONG ;
- représentants du secteur privé.

Note intéressante, les membres du Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres à Dar es Salaam ont décrit comment cette participation avait été sollicitée en partant du haut de l'échelle bureaucratique, soit l'administration municipale, puis à l'échelon des arrondissements et districts, des comités et, finalement des expertes locales.

KZN NETWORK ON VIOLENCE AGAINST WOMEN

DURBAN, AFRIQUE DU SUD

Sur l'importance de recourir aux résidentes locales dans les marches exploratoires

« Un atelier d'évaluation des besoins et de planification stratégique a été mené avec les prestataires de services... et les services municipaux fournissant des services à la communauté, puisque les marches exploratoires ne sont pas une réponse individuelle, mais bien une réponse collective à la criminalité. Elles examinent les besoins, les lacunes et les questions de sécurité dans la communauté en mettant l'accent sur la sécurité des femmes. Des participantes ont demandé pourquoi cette marche exploratoire ne cible que la sécurité des femmes et non les besoins de l'ensemble de la communauté. La réponse est que les femmes sont un groupe particulièrement vulnérable à la criminalité. Le taux de crimes à l'encontre des femmes, et surtout de crimes violents, est si élevé qu'il est désormais au centre des priorités d'action politique aux niveaux provincial et national en Afrique du Sud. Les problèmes auxquels les femmes sont confrontées relèvent non seulement des violences domestiques, mais aussi de leur crainte d'agressions dans l'espace public. Les sentiments de peur et d'insécurité en arrivent à contrôler les femmes et à restreindre leurs activités sociales et économiques, à limiter leur liberté et leurs droits fondamentaux. La plupart des femmes restreignent leurs activités parce qu'elles craignent d'être vulnérables. Cela réduit leur niveau de participation à la vie de la communauté et les rend encore plus vulnérables aux agressions criminelles. »

- Cookie Edwards, Directrice du KZN Network on Violence Against Women - mars 2008

4.7 OÙ ET QUAND RÉALISER UNE MARCHÉ EXPLORATOIRE SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES ?

Trois groupes ont fourni des informations sur l'année de réalisation des marches exploratoires. Tous ont indiqué avoir réalisé des marches au cours des huit dernières années. Trois groupes ont précisé mener des marches exploratoires sur une base régulière (METRAC, WDS et le *Cowichan Valley Safer Futures Program*). Cinq groupes ont rapporté avoir mené des marches en soirée, et alors que trois autres groupes les ont réalisées durant la journée. De plus, six répondants ont spécifié avoir déjà conduit ou être à planifier des marches tant de jour que de nuit (Tableau 3). Ces derniers indiquent recourir aux marches diurnes et nocturnes pour mieux répondre aux besoins exprimés par leurs groupes. Ce processus d'enquête mixte permet aussi aux équipes d'évaluer comment les changements de luminosité au fil de la journée affectent l'espace et la visibilité.

Le lieu et le périmètre des marches exploratoires varient considérablement d'un organisme à l'autre, 13 groupes ayant mené leurs enquêtes à plus d'un endroit. À une exception près, toutes les marches exploratoires ont été réalisées dans des lieux considérés comme « publics », tels :

- parcs et jardins publics ;;
- tunnels;
- quartiers résidentiels;
- cimetières;
- zones montagneuses ;
- abords des rivières ;
- centres-villes ;
- interface de transport en commun ;
- stationnements;
- rues et passages piétonniers
- gares
- taxis collectifs

- arrêts de bus ; et
- campus scolaires

Les espaces plus « privés » évalués par le Safer Futures Program, au Canada, sont des bâtiments commerciaux.

Les critères de sélection des lieux à évaluer varient également. Par exemple, au centre JAGORI les lieux ont été choisis parce que représentatifs de tous les types de lieux utilisés par les femmes. Conséquemment, des zones résidentielles abritant différentes classes sociales, des marchés, des zones commerciales et industrielles, des universités, des gares et des stations de métro, des parcs, etc. ont été évalués. Le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal a tout d'abord choisi d'évaluer les lieux ciblés par les citoyennes et les groupes communautaires. Par la suite, le choix s'est porté sur des espaces faisant déjà l'objet d'investissements publics en matière de réaménagement des espaces publics. Cela a permis d'identifier les zones ayant des ressources pour assurer la mise en œuvre des recommandations. Autre exemple, le *Programa Regional Ciudades sin violencia hacia las mujeres, ciudades seguras para tod@s* (Programme régional « Villes sans violence faite aux femmes, villes plus sûres pour tous ») du Centro de Intercambio y Servicios Cono Sur Argentina (CISCSA) indique que les trajets empruntés par les femmes au fil de leurs activités quotidiennes constituent la base même de leurs enquêtes de terrain. L'objectif du CISCSA est de « recontextualiser » les lieux familiers en fonction du point de vue qu'ont les femmes de la sécurité

Le Centre Femmes l'Ancre de Lévis, au Canada, choisit les zones à évaluer en fonction des différents niveaux d'analyse possible (éclairage, présence de sous-bois, etc.). Entre autres facteurs de choix de lieux à évaluer, notons :

- le lieu est perçu comme non sécuritaire et/ou isolé ;
- le lieu est un enjeu politique et/ou un

espace crucial en terme d'image, idéal pour mener ce type d'initiative;

- le lieu a été choisi par un comité extérieur.

- le lieu est utilisé par des groupes marginalisés ; ou

TABLEAU 3 – MOMENT DE RÉALISATION DES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES

	Jour	Nuit	Jour et nuit
Organismes canadiens		1	4
Organismes européens			1
Organismes latino-américains	1	1	1
Organismes africains	2	2	
Organismes indiens		1	

CISCSA, PROGRAMME REGIONAL « CIUDADES SIN VIOLENCIA HACIA LAS MUJERES, CIUDADES SEGURAS PARA TOD@S »

ROSARIO, ARGENTINE

Sur l'utilisation des marches exploratoires pour recontextualiser les espaces quotidiens

« Entre février et mai 2007, des marches de reconnaissance de voisinage ont été organisées par cinq groupes de résidents, formés, pour la majorité, de femmes adultes et de jeunes du Distrito Oeste (District Ouest). Ces marches ont été menées à l'échelon du quartier afin de relever les trajets quotidiens des femmes (vers l'école, sur les trajets de transport collectif suivant certaines routes ou grandes artères, vers le centre de santé, etc.).

Nous avons changé le nom « Marche exploratoire sur la sécurité des femmes » pour « Marches de reconnaissance de voisinage » dans l'esprit d'une découverte (ou redécouverte) des espaces dans lesquels nous vivons et évoluons chaque jour, en changeant de regard, de perspective. »

- Maite Rodigou, CISCSA, *Programa Regional Ciudades sin violencia hacia las mujeres, ciudades seguras para tod@s* - avril 2008

KZN VIOLENCE AGAINST WOMEN NETWORK

DURBAN, AFRIQUE DU SUD

Sur les raisons d'une marche exploratoire à KwaMakhutha

« La plupart des habitants [de KwaMakhutha] sont sans emploi et vivent sous le seuil de survivance, ce qui ajoute aux problèmes sociaux et à la criminalité. Les organismes sont dispersés et incapables d'aborder les questions d'intérêt général du point de vue de la communauté. Leurs compétences à comprendre les problématiques de violence faite aux femmes ou de VIH/SIDA sont limitées. Comme l'est leur capacité à obtenir de l'information, parce qu'ils n'ont pas accès à un financement ou à des ressources par ailleurs restreintes. La communauté a besoin du soutien des pouvoirs locaux pour mettre sur pied les interventions qui traitent de ces problématiques. Cette communauté n'est qu'un chiffre parmi d'autres sur la liste des interventions gouvernementales. »

- Cookie Edwards, Directrice du KZN Network on Violence Against Women – mars 2008

4.8 FINANCEMENT ET RESSOURCES

On note, chez les groupes répondants, une grande variation du niveau de support financier aux marches exploratoires, passant de l'absence de tout financement, c'est le cas pour cinq d'entre eux, au succès de METRAC qui a obtenu que la municipalité de Toronto assure le financement de base du programme des marches exploratoires. La plupart des organismes interrogés se situaient entre ces deux extrêmes : sept ont expliqué qu'ils finançaient les marches exploratoires grâce aux ressources budgétaires dérivées de projets plus vastes, tandis que trois autres organismes ont déclaré avoir reçu un financement spécifiquement dédié aux marches exploratoires. Ainsi, le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal a obtenu de l'administration municipale les fonds nécessaires à la publication et la diffusion du *Guide d'enquête sur la sécurité des femmes en ville*.

Bien que les répondants n'aient pas tous indiqué le montant des fonds recueillis, les réponses obtenues évoquent de 250 000 USD à 500 000 USD sur trois ans. Parmi les autres sources de financement, notons :

- la Swedish International Development Cooperation Agency (Sida) ;
- ONU-HABITAT ;
- UNIFEM;
- le gouvernement de Colombie-Britannique (Canada) ;
- divers gouvernements locaux ; et
- le Centre national de prévention du crime (CNPC, Canada).

4.9 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ET RÉACTIONS SUSCITÉES

Tous les groupes interrogés ont indiqué avoir présenté aux autorités les résultats de leurs marches exploratoires. Le METRAC a précisé qu'il partageait aussi ces résultats avec les

participantes de la marche exploratoire. Parmi les autres autorités citées figurent notamment :

- les autorités locales et municipales ;
- ONU-HABITAT;
- les urbanistes ;
- les directeurs de services municipaux ;
- les administrateurs des services publics ;
- les gardiens municipaux ;
- les promoteurs sociaux ;
- les groupes communautaires;
- le milieu des affaires ;
- l'industrie touristique ;
- les donateurs ;
- les services de sécurité ;
- les dirigeants syndicaux.

Les modes de présentation recourent trois catégories : rapports écrits, présentations orales et ateliers (Tableau 4). Cinq groupes ont déclaré avoir créé un formulaire de rapport spécifique, tandis que le METRAC a créé les *Safety Audit Report Cards* (disponibles sur son site Internet) pour formater ses rapports de résultats. L'ONG de défense des droits des femmes DAGROPASS (Burbanza, Burundi) a présenté les résultats obtenus en les insérant dans des bulletins d'information et en publiant des témoignages de victimes. Les résultats des marches exploratoires menées par le *Programa Regional Ciudades sin violencia hacia las mujeres, ciudades seguras para tod@s* du CISCOSA ont été intégrés au document faisant état d'un projet plus vaste.

Sept groupes ont présenté publiquement leurs résultats, soit lors de conférences ou de séminaires, soit par le biais des médias. Deux des organismes interrogés ont présenté leurs conclusions dans le cadre d'ateliers. Une organisation, le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal émanait directement du gouvernement municipal et a mis à profit ce statut pour rejoindre les groupes communautaires.

TABLEAU 4 – CHOIX DE PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

	Support écrit	Présentation orale	Atelier
Organismes canadiens	1	2	
Organismes européens		2	
Organismes latino-américains			
Organismes africains	4	3	2
Organismes indiens	2		

Bien que neuf organismes aient livré des réponses ambiguës quant à la réaction des autorités aux recommandations présentées, six ont confirmé avoir reçu une réponse positive de la part des autorités. L'ACDP (Congo), notamment, indique avoir reçu une réponse rapide et positive après avoir communiqué les résultats aux services de tourisme et de sécurité, ainsi qu'aux administrateurs régionaux. À signaler également, le *Gender & Space Project*, PUKAR, déclare que plusieurs recommandations issues de leur marche exploratoire sur l'éclairage des gares ont été appliquées par les sociétés de chemin de fer qui en avaient reçu copie. Dans le cas du centre JAGORI, les marches exploratoires sur la sécurité des femmes ont débouché sur un partenariat avec la Commission des transports publics, entraînant un accroissement de la formation en sécurité pour les chauffeurs de bus.

L'équipe de *Villes plus sûres* de Dar es Salaam décrit comment s'est fait le suivi des recommandations en vue d'obtenir le soutien financier pour la mise en œuvre immédiate de changements initiaux, qualifiés de « gains rapides » (ex. : signalisation du nom des rues, collecte des déchets, etc.), et précise avoir reçu un financement immédiat pour réaliser les changements recommandés. Ce groupe indique aussi que certains changements recommandés ont été intégrés aux projets d'urbanisme, tels que l'amélioration des plans et devis et l'engagement des autorités à « faire participer plus de gens », à exiger l'assainissement de l'environnement et à soutenir les groupes communautaires actifs en matière de sécurité.

Certains organismes ont également fait part des difficultés rencontrées à travailler avec les autorités locales. Le KZN Network on Violence against Women (Réseau du KwaZulu-Natal contre la violence faite aux femmes - Durban, Afrique du Sud), le Programme Villes plus sûres - Dar es Salaam (Tanzanie), le Centre Femmes L'Ancre (Ville de Lévis), le METRAC et ONU-HABITAT - Varsovie ont tous souligné combien il était difficile de garantir un véritable travail de suivi de la part des autorités. Villes plus sûres - Dar es Salaam a même expliqué avoir dû soumettre une seconde fois leur rapport aux autorités avant qu'elles entrent en action. Le Réseau KZN (Afrique du Sud) a, de plus, précisé qu'il s'efforçait, à l'heure actuelle, d'identifier les bons acteurs à contacter. Malgré de nombreuses réunions avec le Programme d'ONU-HABITAT pour les Villes plus sûres - Durban, le rapport n'a pas encore été formellement reçu par les autorités et leurs propositions n'ont pas rencontré d'accueil significatif.

Deux groupes, à savoir l'ONG DAGROPASS (Burundi) et le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal (Canada), soulignent avoir reçu des réactions négatives tout autant que positives. La leçon à tirer, pour le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal, est que cette réponse est plus positive lorsque des politiciens locaux ont eux-mêmes participé aux marches exploratoires sur la sécurité des femmes.

Voici les conseils supplémentaires formulés par trois groupes pour faire face aux difficultés rencontrées pour présenter les résultats des marches exploratoires aux autorités :

- les représentants de l'initiative Safer Nairobi (« Pour un Nairobi plus sûr » - Kenya) recommandent aux équipes chargées des marches exploratoires d'accorder la priorité au suivi et de s'assurer la participation de spécialistes qui confèrent une légitimité supplémentaire au projet.
- le METRAC de Toronto met en place un suivi avec les participants et participantes afin de leur apporter l'aide nécessaire, le cas échéant, pour entrer en contact avec le conseil municipal une fois l'enquête achevée.
- le Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres – Colombie-Britannique (Canada) et le WDS (RU) coopèrent systématiquement avec les pouvoirs locaux pour s'assurer qu'ils participent activement au processus de mise en œuvre.

Enfin, six organismes ont fourni quelques précisions sur le délai de réponse des autorités : soit, entre 48 h et « généralement longtemps ». En moyenne, ce délai serait légèrement supérieur à deux mois.

WOMEN'S DESIGN SERVICE (WDS)

ROYAUME-UNI

Sur la façon de s'assurer du soutien des décideurs

« Nous ne lançons jamais d'enquête MSP [*Making Safer Places*] sans nous être assurées que les décideurs sont à nos côtés et que des fonds sont disponibles pour concrétiser les changements. Il est trop démoralisant pour les femmes de consacrer leur temps et leur expertise locale si rien n'arrive. Ainsi, les résultats appartiennent à la 'clientèle' initiale. »

- Wendy Davis, Directrice du WDS - mars 2008

- l'enlèvement des véhicules abandonnés dans les espaces publics ;
- l'amélioration globale de l'entretien des espaces publics ;
- le réaménagement des aires d'attente et/ou des sorties du réseau de transport collectif ;
- la réfection des garde-corps des passerelles, pour améliorer la visibilité des piétons sur un viaduc routier ;
- le remaniement des éléments paysagers pour améliorer l'accès et la visibilité ;
- l'installation d'ascenseurs pour améliorer l'accès ;

4.10 IMPACT DES MARCHES EXPLORATOIRES SUR L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE ET SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Treize personnes répondant au questionnaire ont fourni de l'information sur les changements de réglementation en matière d'urbanisme et d'environnement suite aux recommandations des marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Dix d'entre elles citent une amélioration de l'environnement physique, et neuf une évolution des politiques ou des pratiques locales. La mesure urbanistique la plus souvent citée concerne l'amélioration de l'éclairage urbain. Parmi les autres améliorations, notons :

- le désencombrement des trottoirs et sentiers piétonniers ;
- la destruction / la modification des trottoirs ou sentiers non sécuritaires ;
- l'amélioration de la signalisation ;
- l'installation de robinets d'eau potable et de toilettes publiques ;

- l'installation d'abribus transparents ; et
- l'installation de bornes d'appel sur les lignes de transport public.

PROGRAMME "COWICHAN VALLEY SAFER FUTURES"

DUNCAN, CANADA

Sur la réalisation de changements de grande ampleur dans la communauté

« Les marches exploratoires ont débouché sur plus de 500 recommandations portant sur des changements physiques immédiats pour accroître l'accessibilité et les programmes de revitalisation des communautés, et sur des stratégies de planification communautaire à long terme intégrant la sécurité individuelle aux politiques et pratiques qui régissent le développement de la région.

Un processus visant à mettre en œuvre les recommandations et à intégrer de façon systématique la sécurité individuelle à tous les processus de gouvernance locale, a été développé par Cowichan Valley Regional District (C.V.R.D.) en partenariat avec les municipalités membres. Nous avons mobilisé la communauté, à tous ses échelons, autour des problèmes communs et des moyens dont disposent les collectivités pour travailler de concert à l'avènement des changements nécessaires.

Des centaines de recommandations ont été mises en pratique dans les différentes communautés du district pour répondre aux besoins fondamentaux des femmes en matière de sécurité et d'accessibilité, dont des changements physiques, sociaux ou relevant de l'aménagement communautaire :

- élaboration et intégration de principes et de règles de sécurité communautaire aux processus de planification et de développement à long terme, afin de garantir un soutien durable et viable ;

- amélioration de l'environnement physique pour minimiser les obstacles, réduire les risques de violence et améliorer l'accessibilité pour les femmes et les autres groupes marginalisés ;

- mise en place de nouveaux services communautaires, amélioration des services existants et planification favorisant le développement communautaire et social. »

- Terri Dame, Consultante auprès du programme « Cowichan Valley Safer Futures » - juillet 2008

Pour ce qui est des changements opérés en termes de politiques, réglementations et/ou pratiques, voici quelques réponses très spécifiques.

- le Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres a évoqué des « campagnes de sensibilisation contre la criminalité menées par les femmes ».
- *l'Asociación Para la Vivienda Popular* (Colombie) a expliqué que, désormais, les femmes participent aux décisions portant sur les politiques, plans, projets et programmes municipaux impliquant la sécurité des personnes. Cette association a également précisé
- Le METRAC a participé à la création d'un guide de bonnes pratiques relatives à la sécurité des stationnements souterrains, utilisé par la municipalité de Toronto. Le METRAC a également coopéré avec la Commission des Transports de Toronto (TTC) à la mise en place de mesures et de procédures de lutte contre le harcèlement dans les transports publics, tout comme de standards généraux de sécurité.

Le METRAC a en outre indiqué qu'il travaillait sur des procédures d'intervention d'urgence destinées aux campus universitaires.

- Le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal a expliqué qu'une procédure de suivi formel avait été développée par la municipalité (avant la création de la nouvelle Ville de Montréal, en 2001) pour intégrer les recommandations des marches exploratoires dans le processus des requêtes et plaintes des citoyens.

- Enfin, le centre JAGORI a fait état de deux changements de politiques et de pratiques. Tout d'abord, 5 000 autocollants de sensibilisation à la sécurité des femmes ont été imprimés grâce à un partenariat avec le *South Delhi Auto Union* (Syndicat automobile de Delhi Sud). Ces autocollants ont été distribués par le syndicat. Puis, la Delhi Transport Corporation (Commission des Transports de Delhi) a fait appel au centre JAGORI pour fournir des programmes de sensibilisation à plus d'un millier de chauffeurs et de conducteurs.

CISCSA, PROGRAMA REGIONAL CIUDADES SIN VIOLENCIA HACIA LAS MUJERES, CIUDADES SEGURAS PARA TOD@S

ROSARIO, ARGENTINE

Sur la réappropriation de l'espace public



« Parmi les espaces identifiés par les femmes comme provoquant un sentiment d'insécurité, un square du Barrio Hipotecario, un des quartiers explorés, était largement occupé par des hommes, venus y boire ou s'y droguer, et présentait de nombreuses traces de vandalisme. Dans cet espace, nous avons créé une murale. Cette fresque, réalisée par les femmes elles-mêmes, portait ce message : « Plus de femmes dans les rues – Des villes sûres pour tous, sans peur et sans violence ». Les images et le slogan ont été conçus par les femmes et reproduits dans un journal culturel local publiant des

chroniques sur les festivals, les manifestations sportives, la danse, etc. Depuis, personne n'a écrit sur la fresque, par respect pour tout le travail réalisé par les femmes dans le quartier et le message qu'elle véhicule. Mais surtout, les enfants, garçons et filles, et les adolescents du voisinage sont revenus occuper cet espace pour y jouer ou rencontrer leurs amis. »

- Maite Rodigou, CISCSA, Programa Regional « *Ciudades sin violencia hacia las mujeres, ciudades seguras para tod@s* » - avril 2008

Interrogés sur les signes concrets d'un changement dans l'utilisation de l'espace public par les gens du quartier après une marche exploratoire, six groupes ont répondu que ce changement avait bel et bien eu lieu, sans toutefois préciser leur réponse ; les informations fournies, très anecdotiques, sont donc difficiles à exploiter dans le cadre de ce sondage. Le Centre Femmes L'Ancre (Ville de Lévis) soutient que les femmes sont plus conscientes, lorsqu'elles utilisent les espaces publics, de l'aménagement de l'environnement physique et de leurs responsabilités de citoyennes. De même, le CISCSA raconte que les femmes ont, grâce à leur statut « d'expertes en sécurité », gagné du pouvoir dans l'espace public, ce qui a suscité un vif intérêt chez les autres résidentes. De plus, le *Safer Nairobi Initiative* (SNI) indique que plus de gens, dont plus de femmes, utilisent les espaces publics. Le SNI mentionne aussi que les gens restent plus tard le soir dans les rues de la capitale kenyane.

Le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal souligne que les changements positifs apportés aux édicules de métro en réponse aux recommandations des marches exploratoires ont été remarqués et appréciés par l'ensemble des citoyens et des acteurs municipaux. Cette reconnaissance contribue, selon les responsables du programme, à sensibiliser l'opinion publique à la nécessaire participation des femmes à l'aménagement urbain.

Villes plus sûres - Dar es Salaam affirme que le niveau de criminalité a diminué. Toutefois, conséquence apparemment plus négative, les marches exploratoires et l'application des recommandations qui en sont issues, auraient partiellement contribué au processus de gentrification de certains quartiers. Donc, la réhabilitation d'un quartier entraîne une hausse de la valeur immobilière et les résidents vendent leur propriété pour s'installer ailleurs. Toutefois, les membres du programme s'interrogent quant à savoir s'il s'agit d'une conséquence directe de la marche exploratoire, ou si cela reflète une tendance

plus générale, observée lorsque la valeur des terrains augmente.

Enfin, quatre répondantes ont décrit comment le processus de marche exploratoire a affecté leurs organisations respectives. L'ONG de défense des droits des femmes DAGROPASS de Burbanza (Burundi) mentionne simplement que cette expérience a été positive pour l'organisme. Deux autres réponses étaient aussi très positives, soulignant comment la marche exploratoire sur la sécurité des femmes avait permis à leur association de construire ses réseaux et d'étendre le périmètre de ses activités. Au Congo, l'ACDP estime que bien que le travail ait été très laborieux et que le personnel de l'association ait été épuisé à la fin du processus, celui-ci lui a néanmoins permis d'entrer en contact avec beaucoup de monde. La *Safer Nairobi Initiative* a été « inondée » de demandes d'aide en provenance de la communauté. Cet organisme a également constaté l'accroissement des interactions avec les groupes les plus vulnérables, les jeunes et les femmes des bidonvilles, une augmentation de la sensibilisation de la population et, enfin, une capacité accrue à mettre l'accent sur les projets locaux.

En revanche, les membres du Projet Douala plus sûr (Cameroun) expliquent que, bien que la marche exploratoire ait été une expérience positive, le manque d'intérêt des autorités locales a fait obstacle à l'utilisation régulière de cette approche.

4.11 ÉVALUATION DES MARCHES EXPLORATOIRES SUR LA SÉCURITÉ DES FEMMES

Sept groupes ont déclaré avoir entrepris ou être sur le point de réaliser une évaluation formelle de la marche exploratoire. Malheureusement, aucun groupe n'a été en mesure de nous faire parvenir un exemplaire du rapport d'évaluation formelle. Le programme *Safer Futures* (Colombie-Britannique, Canada) et le METRAC

(Toronto, Canada), soit les deux organismes totalisant le plus grand nombre de marches exploratoires, semblent posséder les techniques d'évaluation les plus éprouvées et les plus diversifiées. Tous deux indiquent avoir recours à des sondages, du feedback verbal et des groupes de discussion. De plus, METRAC organise des consultations au sein des communautés, ainsi que des entretiens/réunions avec les principales parties prenantes. Ni l'un ni l'autre de ces organismes n'a fourni d'informations sur les résultats de ces évaluations. Le METRAC a précisé qu'il était difficile de quantifier les évaluations réalisées d'une année sur l'autre.

Hormis le programme *Safer Futures* et le METRAC, l'ACDP (Congo) a réalisé une évaluation via une discussion de groupe qui a mis en évidence des résultats initiaux négatifs et permis de prendre action pour remédier aux problèmes. Nous n'avons pas plus de précisions à ce sujet. L'ONG DAGROPASS (Burundi) a également mentionné une évaluation formelle par son comité exécutif par le biais d'un groupe de discussion. Les résultats obtenus ont été positifs, mais là encore, aucune précision n'a été apportée.

D'autres organismes ont indiqué avoir réalisé ou être sur le point d'achever une évaluation : c'est le cas du « Y des Femmes » de Montréal, du WDS de Londres et de l'ICIWF (*Information Centre of the Independent Women's Forum*) de Moscou. Cette fois encore, aucune précision n'a été fournie.

Enfin, le Projet Douala plus sûr (Cameroun) a entrepris une auto-évaluation verbale informelle. En cours de processus, le désir mutuel de partager l'expérience a été renforcé et les participantes ont reconnu que la marche exploratoire leur avait fourni de nombreuses clés pour identifier les problèmes de sécurité et apporter les solutions adéquates

4.12 AVANCÉES GLOBALES GÉNÉRÉES PAR LES MARCHES EXPLORATOIRES

La plupart (15) des organismes interrogés a fait état d'avancées globales suite à la réalisation des marches exploratoires sur la sécurité des femmes ; cependant, seuls trois d'entre eux ont indiqué pourquoi ils avaient choisi d'évoquer en priorité certaines avancées. Chacune des réponses mettait en lumière un aspect positif différent, bien que l'ONG de défense des droits des femmes DAGROPASS ait simplement indiqué que le processus d'enquête avait été positif pour leur organisation.

De nombreuses réponses soulignent la façon dont cette expérience a renforcé les capacités et le pouvoir des femmes qui ont participé aux marches exploratoires. Le « Y des femmes » de Montréal a ainsi souligné comment cette « action positive et constructive » avait donné aux femmes le pouvoir et les moyens d'agir. Le Centre Femmes L'Ancrage de Lévis (Canada) estime que la marche exploratoire donne aux femmes le sentiment de leur importance et de leur responsabilité envers le bien-être tant des autres femmes que des autres citoyens de la communauté. Le *Programa Regional Ciudades sin violencia hacia las mujeres, ciudades seguras para tod@s* rapporte que le processus de marche exploratoire a redonné du pouvoir non seulement aux femmes, mais à la communauté tout entière. L'organisme souligne également que la réussite du processus s'explique du fait qu'il s'appuyait sur des expériences locales et quotidiennes.

D'autres organismes retiennent la sensibilisation à la problématique de la sécurité des femmes chez les autres membres de la communauté, comme principale avancée générée par les marches

ONU-HABITAT,

VARSOVIE, POLOGNE

Sur les retombées positives

« Parmi les principales avancées, notons tout d'abord l'attention toute spéciale donnée au thème « La violence faite aux femmes dans les espaces publics » (la marche exploratoire a en effet été largement relayée par les médias polonais : télévision, radio et presse écrite) et méthodes de planification participative (une approche encore très marginale en Pologne). Cela a, de plus, démontré aux autorités de Varsovie la volonté et la disponibilité des résidents à participer aux processus décisionnels locaux. »

- Przemyslaw Bobak, Responsable de la gestion de l'information et des programmes, ONU-HABITAT, Bureau de Varsovie, juillet 2008

exploratoires. *L'Asociación para la Vivienda Popular* (Colombie) a expliqué comment ses marches exploratoires avaient contribué à accroître l'intérêt des groupes de femmes, des fonctionnaires et des dirigeants locaux pour les questions entourant la sécurité des femmes, ce qui a permis d'élaborer un programme participatif invitant les représentantes des associations locales à prendre part au processus de discussions entourant le Plan de développement de la ville de Bogotá. Incidemment, le Projet Douala plus sûr est persuadé que la principale avancée du processus de marche exploratoire est d'avoir permis la participation enthousiaste des jeunes garçons et des hommes. Ce point a été souligné comme particulièrement réussi en ce qu'il a accru les interactions entre groupes et attiré l'attention sur les différents lieux que les femmes évitent parce qu'elles ne s'y sentent pas en sécurité. Cela a été corroboré par les hommes eux-mêmes, qui ont confirmé que très peu de femmes utilisaient les espaces identifiés une fois la nuit tombée. Enfin, le centre JAGORI (Inde) considère que son plus grand succès est d'avoir lancé le débat public sur la sécurité

des femmes à Delhi. Le groupe considère que l'attention de la population sur cette question est déjà une réussite en tant que telle. Le Bureau d'ONU-HABITAT à Varsovie en arrive à une conclusion similaire:

Outre les changements concrets apportés à l'environnement urbain, le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal compte parmi les plus grands succès des marches exploratoires le fait que les femmes se réunissent et partagent leurs expériences communes (parce que cela n'est normalement pas validé par le courant social dominant) ; qu'elles deviennent ainsi plus conscientes de leur environnement (parce que cela peut mettre fin à l'isolement des femmes) ; et que se développe ainsi, chez plus de femmes, une capacité accrue à participer à la vie civique. Les partenariats établis entre la municipalité, les groupes de femmes et les acteurs locaux ont contribué à la réussite de nombreuses actions en matière de sécurité des femmes.

Le Programme canadien *Safer Futures* donne deux exemples d'avancées majeures. Tout d'abord, une marche exploratoire a mené à la création d'une association de développement communautaire afin d'améliorer la planification d'une zone rurale isolée. Deuxièmement, son étroit partenariat avec la municipalité et le programme de développement communautaire et social qui en a résulté.

Le METRAC a fourni une longue liste des succès générés par l'utilisation du processus de marche exploratoire depuis 1989. Citons notamment : la mise au point du processus de marche exploratoire sur la sécurité des femmes ; l'adaptation de l'outil pour en faire un outil d'action communautaire plus inclusif ; la recommandation du Comité de sécurité de la ville de Toronto (*Safe City Committee*) d'appliquer le processus de marche exploratoire du METRAC dans tous les quartiers de la ville ; et l'élaboration et la mise en vigueur d'un guide des bonnes pratiques en matière de sécurité dans les stationnements souterrains.

Villes plus sûres - Dar es Salaam considère que l'inclusion par la Ville du processus de marche exploratoire aux plans de réhabilitation des bidonvilles, financé par la Banque mondiale, fut un énorme succès. De plus, ce groupe a indiqué que leur programme, qui fournit des fonds de démarrage aux projets générant des sources de revenus sécuritaires pour les femmes qui exercent des professions dangereuses, était aussi digne de mention. Le groupe estime que ces deux retombées sont importantes pour qui doit composer avec les causes physiques et sociales de l'insécurité des femmes.

Parmi les autres avancées recensées par les organismes interrogés, notons :

- Le WDS (Royaume-Uni) soutient que leur principale avancée liée aux marches exploratoires est « d'avoir pu combiner l'expérience locale et l'expertise en matière d'environnement bâti ».
- Le *Safer Nairobi Initiative* souligne que les marches exploratoires ont hissé la question sécuritaire au nombre des priorités à être considérées de façon systématique dans tous les processus majeurs d'aménagement urbain.
- L'ICIWF (Russie) considère que les groupes locaux de femmes ont acquis de nouvelles connaissances et expériences. C'est un succès dans la mesure où cela a accru l'influence des groupes de femmes sur les politiques municipales et créé un bon partenariat entre les résidentes et la police.

4.13 OPPORTUNITÉS, OBSTACLES ET RECOMMANDATIONS

Huit organismes ont répondu à la question : « Si vous deviez réaliser de nouveau une marche exploratoire sur la sécurité des femmes, quels changements majeurs voudriez-vous apporter au processus d'enquête ? ». Deux de ces réponses n'étaient pas assez claires pour être incluses au présent rapport. Quatre autres

convenaient qu'il faudrait apporter quelques modifications aux procédures de suivi et, notamment :

- Obtenir des résultats aussi rapidement que possible;
- Donner plus de temps aux participant(e)s pour s'assurer que le suivi est bien mené à terme ;
- Tenir des réunions d'évaluation une fois la marche exploratoire achevée, pour motiver les participant(e)s à faire le travail de suivi;
- Trouver un moyen de tenir registre des activités à mesure qu'elles sont complétées ;
- Désigner, parmi les participant(e)s à l'enquête, un(e) chef de file chargé(e) de veiller au suivi ; et
- Documenter et diffuser plus largement les résultats pour toucher une plus vaste population.

Parmi les autres changements suggérés :

- Consulter davantage les femmes marginalisées, pour comprendre, par exemple, pourquoi elles évitent certains endroits lorsque vient la nuit ;
- Donner plus de temps aux participant(e)s pour compléter l'enquête ;
- Limiter le rôle d'interface joué par l'organisme ;
- Impliquer des établissements d'enseignement supérieur, afin d'avoir une approche plus scientifique et plus crédible ;
- Rejoindre davantage les Services communautaires locaux ; et
- Impliquer les médias de façon plus proactive.

Fait intéressant à noter, lorsqu'interrogés sur les principales opportunités et principaux obstacles rencontrés en cours

de marche exploratoire, quatre organismes ont fourni des réponses qui n'étaient pas clairement classées sous les rubriques « opportunité » ou « obstacle », et pouvaient être considérées comme illustrant l'une ou l'autre. Par exemple, le *Cowichan Valley Safer Futures Program* (Canada) a répondu

VILLES PLUS SÛRES - DAR ES SALAAM DAR ES SALAAM, TANZANIE

Sur comment ne pas laisser tomber

« Je pense que c'est un bon outil, qui peut être utilisé dans des espaces différents, tels que les écoles et terrains de jeux, et qui devrait impliquer tout le monde. Lorsque la communauté se sent liée aux résultats et recommandations (lorsqu'elle développe en sentiment d'appartenance et d'appropriation à leur égard), il lui devient possible de se mobiliser et d'entamer le processus de mise en œuvre, avant même d'avoir sollicité du financement. Il est néanmoins essentiel que les pouvoirs locaux tiennent compte, même à petite échelle, des besoins et recommandations exprimés par les gens.

Aux gens (aux femmes) du Canada, j'aimerais dire qu'il est possible de mener des marches exploratoires même dans les bidonvilles, dès lors que les communautés, et tout spécialement les femmes, se soucient de leur sécurité et sont d'accord pour participer. Je dis cela parce que, en cours de travail de terrain pour nos marches exploratoires à Johannesburg, nous avons été désignés pour évaluer une zone appelée Alex, un bidonville en très mauvais état comparé à la plupart des villes canadiennes. La formatrice des marches exploratoires s'est exclamée : « Cet endroit ne peut pas être évalué ! La solution serait de raser tout le bidonville et de replanifier tout ça ! ». J'ai observé son effarement en me disant : « Comment pourrait-on raser 75% de nos villes pour assurer la sécurité en Tanzanie... ? »

Anna Mtani, Coordinatrice, Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres - Dar es Salaam - mars 2008

: « communiquer comment le processus des marches exploratoire contribue au développement de la communauté et aux changements de politiques, et pas seulement aux améliorations physiques ; et assurer un soutien durable à la sécurité des femmes (une fois passé l'attrait de la nouveauté) ». Ces deux éléments peuvent être considérés comme des opportunités offertes par le processus d'enquête, mais aussi comme les difficultés rencontrées durant ce processus. Conséquemment, les informations présentées ci-dessous sont le fruit des efforts menés par les auteures en vue de reclasser correctement des informations parfois ambiguës.

Les ressources financières semblent être le plus grand défi auquel ont à faire face les groupes qui s'engagent dans le processus des marches exploratoires. Tel que précisé plus loin, cela relève de l'habileté à mobiliser les ressources financières pour lancer une marche exploratoire, tout autant que pour soutenir le processus et suivre l'application des recommandations. Parmi les conséquences les plus citées d'une carence de fonds adéquats, notons le manque de transport, de formation et d'équipements nécessaires à la réalisation de la marche exploratoire. Prioriser ce défi est sans doute vu comme particulièrement difficile quand vient le temps de mobiliser la volonté politique au service de la sécurité des femmes, un problème explicitement évoqué par trois des groupes interrogés

Ceci ouvre sur un autre défi fréquemment cité dans le sondage : obtenir la preuve tangible que les recommandations ont été mises en œuvre ou que, minimalement, la municipalité démontre qu'elle prend en compte les besoins et les recommandations formulées par les organismes. Les obstacles au soutien politique peuvent être de nature sociopolitique et ancrés dans un certain machisme traditionnel ; ou liés à l'opinion selon laquelle la marche exploratoire ne concerne que les femmes et n'est donc utile qu'aux femmes. Lorsque prévalent ces idées préconçues, les gouvernements et les autres décideurs clés ne peuvent saisir l'ampleur de

l'incidence des marches exploratoires sur la sécurité de la communauté en général.

Le METRAC a fait mention de quelques autres difficultés courantes, touchant notamment la collecte des données, l'inachèvement de certaines marches, la difficulté d'en évaluer les résultats, et l'inhabileté à faire le suivi des résultats et des changements sur une base régulière. Enfin, deux des organismes interrogés ont mentionné le défi de mobiliser la participation citoyenne aux marches exploratoires.

Les réponses au sondage montrent comment les opportunités issues de la marche exploratoire illustrent bien le potentiel de cet outil pour apporter réponse et remédier aux défis sociaux actuels.

Il semble que les marches exploratoires sur la sécurité des femmes font la lumière tant sur les questions sécuritaires relatives aux femmes que sur les opportunités qu'elles offrent à la communauté tout entière pour assurer sa propre sécurité. L'Association Congolaise des Droits de la Personne Humaine (ACDP) et le CISCOSA indiquent que les marches exploratoires ont accru la sensibilisation des femmes n'ayant pas participé au processus et leur volonté d'y prendre part à l'avenir. Fait intéressant, quatre groupes ont signalé que, lorsque les femmes et les membres des groupes les plus vulnérables travaillent de concert avec les autres intervenants et représentants municipaux, émerge une compréhension mutuelle des attentes et des expériences de chacune et chacun, par delà les clivages entre sexes et classes socioéconomiques.

Quatre groupes ont également indiqué qu'en sollicitant leur participation à l'identification non seulement des facteurs qui augmentent leur peur du crime, mais aussi des solutions permettant d'accroître leur sentiment de sécurité, les femmes sont investies d'un réel pouvoir et se voient reconnaître la capacité à participer aux processus décisionnels dont elles sont autrement exclues. Les marches

exploratoires offrent par ailleurs aux femmes la chance de sentir qu'elles ont un contrôle sur leur sécurité et leur environnement. Ces groupes vont plus loin en affirmant que, parce qu'elles reflètent le point de vue des femmes, les recommandations des marches exploratoires garantissent l'efficacité et la pertinence des réponses apportées à l'échelon local. Réitérant certains éléments mentionnés ci-haut, les groupes indiquent utiliser les marches exploratoires pour créer des partenariats avec les représentants municipaux et les principaux acteurs de la communauté, et démontrer comment le processus participatif mène au développement de la communauté et aux changements de politiques, bien au-delà de la seule amélioration de l'environnement bâti.

La forte adaptabilité de l'outil aux besoins de différents groupes – par-delà les pays, les classes sociales ou le degré de vulnérabilité perçu – a été identifiée comme porteuse de grandes opportunités pour le développement futur des marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Ce qui signifie que l'outil est facilement transférable et, comme l'a laissé entendre une répondante, aisément intégrable au cursus général des écoles d'urbanisme.

Parmi les conseils fournis en fin de questionnaire par les organismes interrogés, notons:

- il est primordial d'entretenir une relation enrichissante avec les acteurs locaux tout au cours du processus, incluant la mise en œuvre des recommandations. Ce qui implique un échange constant de connaissances sous forme de rencontres d'information ;
- les équipes doivent toujours s'efforcer d'inclure des personnes représentant des groupes les plus vulnérables aux problèmes de sécurité, pour garantir que leurs besoins seront pris en compte dans les recommandations ;
- il faut donner à chaque groupe tout le temps qui lui est nécessaire pour acquérir la capacité à organiser une marche exploratoire sur la sécurité des femmes ;
- on doit prioriser l'évaluation de quartiers pour lesquels les ressources sont déjà octroyées (projet de rénovation et de réhabilitation urbaine);
- les marches exploratoires sur la sécurité des femmes doivent être adaptées à la culture, aux politiques et à l'environnement, sur le plan local ;
- toujours faire appel aux médias locaux ;
- mettre l'accent sur la mobilisation de la communauté ; et
- partout où cela est possible, diffuser les informations relatives au processus de marche exploratoire sur la sécurité des femmes, afin que cette méthode puisse être utilisée par toutes et tous, popularisée et appliquée à plus large échelle.



5. REVUE DE LITTÉRATURE ET EXPÉRIENCE DE TERRAIN : CONVERGENCES ET DIVERGENCES

Des entrevues de sondage réalisées par courriel, téléphone ou rencontre, et de la revue de littérature, émergent plusieurs thèmes communs. Fait important, bien que chacune jette un éclairage différent sur des informations et résultats similaires, il y a une évidente relation de renforcement mutuel entre toutes ces sources. Les bonnes pratiques, retombées positives, difficultés et retombées négatives mentionnées dans la revue de littérature sont toutes renforcées et validées par les réponses fournies au questionnaire et lors des rencontres, et reflètent bien l'expérience de terrain des différents groupes et organismes participants¹.

Cela souligne toute l'importance de faire appel à des sources complémentaires pour parvenir à une analyse plus complète et approfondie de l'utilisation des marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Les résultats du questionnaire et des entrevues ne reflètent cependant pas toute la variété des analyses recensées dans la revue de littérature, ni la plupart des suggestions des auteures consultées. Toutefois, d'autres suggestions, d'autres solutions pour améliorer les marches exploratoires sont fournies à la section consacrée aux résultats du questionnaire et des entretiens.

Tout d'abord, les réponses provenant d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Europe de l'Est, d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord confirment ce qui ressort de la revue de littérature, à savoir, la marche exploratoire sur la sécurité des femmes est un outil diffusé et utilisé à l'échelle internationale. Il est à noter, une fois de plus, que la prédominance des sources en français, en anglais et en espagnol, dans

chacune des sections de ce rapport, reflète les limites actuelles de réseautage et de capacités linguistiques des auteurs du présent rapport.

La section de la revue de littérature consacrée aux « Bonnes Pratiques » met en lumière une panoplie de procédures qui, selon certaines sources, faciliteraient la réalisation des marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Chacune de ces pratiques est, de façon répétitive, identifiée comme fructueuse par les publications, et confirmée comme telle par au moins un et jusqu'à quatre répondantes au questionnaire ou aux entretiens. L'accent y est tout particulièrement mis sur « Impliquer les professionnels et les décideurs clés », « Représenter la communauté », « Fixer des objectifs réalistes », « Créer une structure de collaboration au sein de la communauté » ou encore « S'assurer de la pertinence du suivi ».

Les « effets positifs » mis en évidence dans la documentation ont également été confirmés par au moins un organisme interrogé. Deux de ces effets - « Renforcement de la confiance, des compétences et de la légitimité des participantes et participants » et « Développement de la communauté » -, ont été cités à six reprises dans les réponses au questionnaire ou lors des entretiens. De plus, d'autres retombées positives, non mentionnées dans la littérature, ont été mentionnées par les organismes interrogés. Ainsi, le Centre Femmes l'Ancre (Ville de Lévis) explique que la marche exploratoire sur la sécurité des femmes a eu pour effet d'accroître le sentiment de responsabilité des femmes les unes envers les autres, et l'ICIWF (Russie) indique que le processus d'enquête a rehaussé la notoriété des associations locales à l'échelon national.

Les éléments de la section « Pratiques à éviter et effets négatifs » n'ont pas tous été repris dans les réponses au sondage. Plus précisément, « l'Abandon de l'approche de genre et de l'aménagement sécuritaire du point de vue des femmes », de même que l'« Empiètement par les professionnels sur le processus » ne figurent pas parmi les problèmes mentionnés. Certes, il ne faut pas perdre de vue que les organismes ayant participé au sondage et aux entretiens ont été sélectionnés parce qu'identifiés comme utilisateurs des marches exploratoires sur la sécurité des femmes, ce qui explique sans doute pourquoi « l'Abandon de l'approche de genre » ne leur a pas semblé problématique. Quoiqu'il en soit, le « Manque de ressources et de soutien », la « Sous-représentation » et « l'Échec de la mise en œuvre des recommandations » sont les obstacles les plus mentionnés par les organismes interrogés.

La section « Variation des analyses » de la revue de littérature tente de tirer les grandes lignes des divergences d'opinion sur la marche exploratoire sur la sécurité des femmes. La majeure partie de ces écarts ne se reflète pas dans les réponses fournies au questionnaire ou durant les entretiens. Ainsi, l'impact négatif d'une « cooptation du processus par les professionnels », n'y est pas spécifiquement mentionné. Les membres du Bureau d'ONU-HABITAT à Varsovie ont toutefois noté qu'ils aimeraient être moins impliqués dans le processus la prochaine fois, afin que les membres de la communauté prennent l'initiative. De même, le débat dont témoigne actuellement la littérature scientifique, quant à la valeur de la prévention du crime en regard de l'atteinte potentielle aux libertés individuelles, n'est pas relevé par les organismes interrogés.

La revue de littérature souligne que les diverses sources diffèrent d'opinions quant à savoir si la marche exploratoire sur la sécurité des femmes est, oui ou non, un outil efficace de prévention de la criminalité. Villes plus sûres à Dar es Salaam indique que le taux de criminalité dans le quartier évalué a baissé suite au processus de marche exploratoire, ce qui suggère que l'outil peut effectivement prévenir la criminalité.

La revue de littérature conduit également à se demander si les marches exploratoires sur la sécurité des femmes bénéficient ou pas aux groupes marginalisés. Le Bureau d'ONU-HABITAT à Varsovie rapporte avoir eu du mal à recruter un groupe représentatif de femmes de la communauté. Villes plus sûres de Dar es Salaam a clairement expliqué que l'outil d'enquête de sécurité, tel qu'utilisé au Canada, était inapplicable aux bidonvilles de Tanzanie. De plus, ce groupe a précisé, dans ses réponses au questionnaire, que le processus d'enquête avait peut-être contribué à gentrifier le quartier et à en chasser les résidents d'origine. Seuls sept des répondants aux questionnaires ou entrevues ont déclaré que les groupes marginalisés participaient à leurs marches exploratoires. Tous ces éléments, une fois regroupés, semblent conforter l'idée selon laquelle les marches exploratoires sur la sécurité des femmes ne sont pas toujours porteuses des avancées escomptées pour les groupes marginalisés.

Toutefois, les signes concrets du degré d'implication des groupes marginalisés sont globalement fort limités et ne permettent pas d'en tirer des conclusions pour le moment. Des études de cas plus poussées pourraient sans doute combler cette lacune et permettre une analyse plus large et approfondie de cette question. Cela vaut pour plusieurs des questions soulevées dans le cadre de ce sondage - d'où la nécessité de poursuivre le travail de recherche sur les marches exploratoires, afin de fournir des données systématiques fiables.

La dernière partie de la revue de littérature, « Suggestions et pistes d'action », récapitule les différentes options proposées pour accroître l'efficacité des marches exploratoires sur la sécurité de femmes. Parmi ces options, trois sont également réitérées dans les réponses au questionnaire. La recommandation visant à considérer la marche exploratoire sur la sécurité des femmes comme outil de lutte contre les causes publiques, privées et socioéconomiques de l'insécurité des femmes, se retrouve dans les réponses de cinq organismes qui mentionnent aussi le potentiel de cet outil à aborder la sécurité de la communauté de façon holistique.

¹ Notons que certaines des publications consultées émanent d'organismes ayant répondu à notre questionnaire

La proposition du WACAV mentionnée dans la revue de littérature, à savoir qu'il faut prendre davantage de mesures pour inclure les groupes marginalisés dans le processus d'enquête, est par ailleurs reprise par quatre des organismes interrogés. Le WACAV suggère également, dans ses publications, de fournir plus de soutien et conseils aux équipes chargées des marches exploratoires, afin qu'elles puissent mener à bien les phases de suivi et d'évaluation de leurs projets. Le METRAC, ONU-HABITAT Varsovie, Safer Nairobi Initiative, le Projet « Douala plus sûr », le Centre Femmes L'Ancrage, le Y des Femmes de Montréal, le Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal et *l'Asociación Para la Vivienda Popular* ont tous souligné l'importance d'améliorer les procédures de suivi.

Bien que la majeure partie des problématiques révélées par le sondage et les entretiens coïncide avec celles qui ont été relevées dans la revue de littérature, chacune de ces sections considère les marches exploratoires sur la sécurité des femmes sous un angle différent. De façon générale, la revue de littérature a une position plus théorique sur l'utilisation de la marche exploratoire comme outil, alors que le questionnaire et les entretiens offrent un compte-rendu direct de la façon dont les marches exploratoires touchent les femmes, les groupes locaux et les communautés, et des problèmes pratiques rencontrés durant le processus.

6. CONCLUSION

Le présent rapport avait pour objectif de produire une analyse détaillée des modalités d'utilisation et de l'impact de l'outil que sont les marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Basés sur l'expérience de terrain, recueillie par le biais d'un questionnaire et d'une série d'entretiens, et sur une revue de la littérature, les résultats obtenus reflètent les connaissances et l'expertise capitalisées dans quatre régions du monde. Pour Femmes et villes international, qui a réalisé le présent rapport en partenariat avec le Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres, ce travail met en lumière les réussites et les limites des marches exploratoires sur la sécurité des femmes, notamment lorsque l'on s'efforce d'identifier « ce qui fonctionne, où et comment ». Mieux encore, en regroupant et partageant cette information, on peut s'attendre à ce que le réseau des groupes qui ont déjà tiré profit de l'usage de cet outil – ou s'apprentent à le faire –, s'en trouve renforcé et prenne de l'expansion. Ce rapport vise également à pallier la pénurie d'informations et à promouvoir une meilleure évaluation de ce concept largement diffusé et fort utilisé.

De façon générale, le rapport *Les marches exploratoires sur la sécurité des femmes : une étude comparative internationale* propose l'évaluation la plus approfondie et la plus complète jamais réalisée des marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Forts d'informations se renforçant mutuellement, le sondage et la revue de littérature suggèrent une émergence d'opinions et de pratiques communes en matière de marche exploratoire sur la sécurité des femmes, surtout en ce

qui a trait à sa flexibilité et son adaptabilité à différents contextes, environnements urbains et besoins locaux. Plusieurs forces, adaptations régionales, difficultés, résultats et analyses de cet outil ont été identifiés. Les paragraphes ci-dessous reprennent les principaux points des conclusions.

- - l'outil qu'est la marche exploratoire sur la sécurité des femmes a été diffusé à l'échelon international et utilisé en Amérique du Nord, Amérique du Sud, Amérique Centrale, Europe, Afrique, Asie et Australie ;
- - La marche exploratoire sur la sécurité des femmes atteint une efficacité maximale, lorsqu'elle est partie intégrante d'un processus d'enquête à long terme comportant plusieurs étapes, dont une phase de recherche et une phase d'évaluation ;
- - la marche exploratoire sur la sécurité des femmes a été utilisée par des groupes très divers, dont les gouvernements, OSBL et groupes communautaires, et groupes de femmes ;
- - la marche exploratoire sur la sécurité des femmes peut être adaptée aux spécificités de chaque lieu et de chaque population ;
- - les pratiques qui permettent aux marches exploratoires sur la sécurité des femmes de générer des retombées positives sont, entre autres :
 - maintenir une perspective locale
 - construire des partenariats avec les

gouvernements, les professionnels et autres décideurs clés avant, pendant et après le processus d'enquête;

- s'informer de la sécurité des femmes dans le quartier avant d'entreprendre une marche exploratoire;
 - créer et pérenniser une véritable collaboration entre tous les groupes participants ;
 - veiller à ce que les groupes d'enquête soient représentatifs des résident(e)s et des groupes locaux ;
 - constituer une équipe de base et préciser les responsabilités ;
 - Fournir aux participant(e)s l'occasion de gagner en confiance et de s'informer ;
 - fixer des objectifs réalistes ; et
 - s'assurer de ce que le processus de suivi est bien en place;
- les retombées positives des marches exploratoires sur la sécurité des femmes sont :
- un changement de l'environnement physique et des politiques locales ;
 - une plus grande sensibilisation de la communauté aux questions de sécurité personnelle ;
 - un renforcement des compétences, de la confiance, de la mobilisation et de l'influence politique des participantes à la marche exploratoire et des autres membres de la communauté ; et
 - une publicité positive et/ou des ressources financières accrues pour les groupes et les communautés ;
- les difficultés auxquelles se heurtent les marches exploratoires sur la sécurité des femmes sont, notamment :
- la perte de la spécificité de la perspective de genre et du point de vue des femmes dans l'appréciation de

l'espace et de la sécurité personnelle ;

- le manque de ressources et/ou de soutien pour mener des marches exploratoires sur la sécurité des femmes ;
 - la difficulté à représenter les groupes marginalisés au sein des équipes ;
 - l'affaiblissement de la participation des résidentes en réaction à la « l'empiétement par les professionnels sur le processus » ; et
 - un manque de suivi et/ou d'évaluation une fois l'enquête achevée;
- il y a débat, notamment dans la littérature disponible, quant à l'efficacité de la marche exploratoire sur la sécurité des femmes comme outil de prévention du crime, ou quant à son influence sur le niveau d'insécurité ;
- les bénéfices apportés par une plus grande participation des professionnels et des décideurs clés au processus d'enquête font encore débat ;
- l'outil qu'est la marche exploratoire sur la sécurité des femmes ne génère peut-être pas toutes les retombées positives escomptées pour les groupes marginalisés ; et
- l'un des objectifs centraux des marches exploratoires sur la sécurité des femmes, soit prévenir la criminalité par l'aménagement du milieu, peut entraver la liberté d'autres groupes, dont certaines femmes, en empiétant sur leurs droits.

Plusieurs axes prometteurs se dessinent pour le développement de cette pratique. Tout d'abord, l'une des principales difficultés rencontrées par le présent rapport étant la barrière de la langue (tant pour traduire les publications existantes et les questionnaires du sondage, que pour utiliser les mots-clés les plus appropriés), la poursuite des efforts

dans ce domaine pourrait inclure davantage de sources extérieures aux pays anglophones, hispanophones ou francophones, et notamment des documents en provenance d'Asie et d'Europe de l'Est. Pour ce qui est de l'impact réel des marches exploratoires sur les groupes marginalisés, il faudra en recueillir de plus nombreuses et tangibles preuves, via des études de cas et des évaluations plus détaillées. De plus, vu le manque généralisé d'évaluation et de rapports détaillés des bonnes pratiques entourant l'utilisation des marches exploratoires sur la sécurité des femmes, il est particulièrement important que les groupes qui en font usage se réseautent, communiquent et évaluent les résultats de leurs propres marches exploratoires. Cet effort de communication facilitera l'analyse future des adaptations régionales et des outils spécifiques conçus par chaque groupe. Enfin, pour ce qui est de l'outil en lui-même, il semble qu'il y ait place pour l'adapter et l'améliorer afin qu'il puisse s'appliquer aux espaces privés et aux immeubles à logements, ainsi qu'à une plus grande variété de groupes socio-économiques.

Au vu de ces résultats, un certain nombre de recommandations préliminaires peuvent être formulées pour l'utilisation et la diffusion futures des marches exploratoires sur la sécurité des femmes:

1. Le rapport *Les marches exploratoires sur la sécurité des femmes : une étude comparative internationale* devrait être diffusé par ONU-HABITAT auprès de l'ensemble des Programmes pour des Villes plus sûres financés par ce dernier.

2. Le rapport *Les marches exploratoires sur la sécurité des femmes : une étude comparative internationale* doit être accessible, sous la forme d'un document téléchargeable, sur le site Internet d'ONU-HABITAT.
3. Un document de deux pages résumant les pratiques qui fonctionnent et celles qu'il faut éviter devrait être créé en plusieurs langues. Il devrait aussi être accessible sur le site Internet d'ONU-HABITAT.
4. ONU-HABITAT et le METRAC devraient mettre en commun et traduire en d'autres langues que l'Anglais ou le Français, les informations dont ils disposent concernant les marches exploratoires sur la sécurité des femmes. Cette information devrait être accessible sur le site Internet d'ONU-HABITAT.
5. ONU-HABITAT devrait, en collaboration avec l'UNIFEM, soutenir davantage la recherche internationale en matière d'évaluation de l'impact des marches exploratoires (amélioration de l'environnement bâti, évolution des politiques, changement de l'utilisation des espaces publics par l'un ou l'autre sexe, ou modification des niveaux d'insécurité liée au crime et à l'agression).

Bien qu'il ne prétende pas proposer une évaluation scientifique des marches exploratoires sur la sécurité des femmes, ce rapport fait toute la lumière sur l'outil tel qu'il est employé à l'heure actuelle aux quatre coins du monde. Nous espérons qu'il servira de tremplin aux groupes souhaitant développer de meilleures applications et accroître le potentiel des marches exploratoires sur la sécurité des femmes, pour en faire un outil plus efficace en termes de développement communautaire et de prévention de la criminalité.

ANNEXE 1 – VERSION FINALE DU QUESTIONNAIRE

Prière de répondre aux questions suivantes, sur la base de votre expérience des marches exploratoires.

Nom :

Fonction et organisme :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

La marche exploratoire en elle-même

1. À combien de marches exploratoires votre organisme a-t-il participé ?
Si vous avez participé à plus d'une marche, prière d'en indiquer le nombre approximatif, ainsi que le lieu et la durée de chacune d'elles
2. Comment votre organisme a-t-il découvert les marches exploratoires sur la sécurité des femmes ? À quel moment avez-vous commencé à les utiliser et en réponse à quels besoins ?
3. Décrivez le rôle de votre organisme lors des marches exploratoires : avez-vous participé ? Dirigé ? Formé des gens pour la diriger ? Fait des représentations pour la mise en œuvre des recommandations ?
4. Vous êtes-vous servi, pour mener à bien ces marches exploratoires, d'un guide de référence (tel The Women's Safety Audit Guide, développé par METRAC, Toronto, Canada) ? Si oui, lequel avez-vous utilisé ?
5. Si vous avez utilisé un outil existant, l'avez-vous adapté pour mieux refléter votre réalité ? Si oui, comment l'avez-vous modifié et quels types de modifications avez-vous apportées ?
6. Qui a participé aux marches exploratoires ?
 - a. Combien de participantes et participants ?
 - b. Cela incluait-il des membres de groupes vulnérables ou marginalisés ? Si oui, précisez.
 - c. Seulement des femmes ou un groupe mixte ?
 - d. Seulement des membres de la communauté ou des décideurs également (officiers de police, urbanistes, élu(e)s, etc.) ? Préciser, s'il vous plaît.
7. Quand avez-vous organisé les marches exploratoires sur la sécurité des femmes ? À quelle heure du jour ou de la nuit ?
8. Où avez-vous fait enquête ? Quel était le périmètre des marches exploratoires (un bâtiment ? un quartier ou un district ? un centre-ville ? autres ?) Pourquoi avez-vous choisi ces lieux ?

9. Avez-vous bénéficié de financement pour ces marches exploratoires ? Si oui, de qui et combien ?

Résultats et évaluation

10. Avez-vous communiqué les résultats des marches exploratoires aux autorités, quelles qu'elles soient ? Si oui, prière de préciser le type de communication et d'interaction de votre organisme avec ces autorités.

Combien de temps a-t-il fallu pour obtenir une réponse ?

Les réponses ont-elles été positives ? Sinon, combien de temps a-t-il fallu et quels mécanismes avez-vous employés pour obtenir une réponse positive, ou cette réponse est-elle demeurée négative ?
11. Sur quels changements physiques et politiques votre marche exploratoire a-t-elle réussi à mettre en branle ?
 - a. Y a-t-il eu modification de l'environnement bâti ? Précisez votre réponse.
 - b. Y a-t-il eu modification des politiques et pratiques locales ? Précisez votre réponse.
 - c. Pouvez-vous citer quelques exemples concrets de la façon dont les résidants et résidentes ont modifié leur utilisation de l'espace à la suite de la marche exploratoire ? Précisez votre réponse.
 - d. Quelles en sont les répercussions pour votre organisme ? Précisez votre réponse.
12. Avez-vous réalisé une évaluation formelle de la marche exploratoire ? (si oui, prière de nous adresser une copie du rapport d'évaluation ; si non, passez à la question 13).?
 - a. Qui a mené cette évaluation ?
 - b. Quelle forme cette évaluation a-t-elle prise (sondage, feedback oral, groupe de discussion, etc.)
 - c. Quels ont été les résultats de l'évaluation ?
13. Quelle fut, selon vous, la plus importante réussite de ce processus d'enquête ? Pourquoi ?
14. Si vous aviez la chance de refaire une marche exploratoire, quel serait le plus gros changement à y apporter ? Pourquoi ?
15. D'après votre expérience, quelles sont les principales opportunités et difficultés associées aux marches exploratoires sur la sécurité des femmes ? Quel conseil donneriez-vous aux autres équipes ?
16. Connaissez-vous d'autres organismes qui utilisent la marche exploratoire sur la sécurité des femmes ? Si oui, auriez-vous la gentillesse de leur transmettre ce questionnaire ou de nous envoyer leurs coordonnées .

Nous vous remercions à l'avance de votre participation à ce sondage, et attendons avec impatience de lire vos réponses. N'hésitez pas à nous contacter pour toute question ou remarque.

ANNEXE 2 – LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES

Six entretiens initiaux

Elizaveta Bozhkova, *Information Centre of the independent Women's Forum* (ICIWF), Moscou (Russie)

Wendy Davis, *Women's Design Service* (WDS), Royaume-Uni

Cookie Edwards, *KZN Network on Violence against Women*, Durban (Afrique du Sud)

Anna Mtani, Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres - Dar es Salaam, Dar es Salaam (Tanzanie)

Shilpa Phadke, *Partners for Urban Knowledge, Action and Research* (PUKAR), Bombai (Inde)

Kalpana Viswanath, JAGORI, Delhi (Inde)

Septième entretien

Anne Michaud, Experte-conseil et consultante internationale, ex-Coordonnatrice du Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal (1992-2004)

Participants au sondage

Lise Aubin, Ville de Lévis, Québec (Canada)

Przemyslaw Bobak, ONU-HABITAT – Bureau de Varsovie, Varsovie (Pologne)

Marisol Dalmazzo, Asociación para la Vivienda Popular (AVP) (Colombie)

Terri Dame, Cowichan Safer Futures, Cowichan, Colombie Britannique (Canada)

Elijah Agevi, *Safer Nairobi Initiative*, Nairobi (Kenya)

Sofia Monserrat, Mara Nazar, Maite Rodigou, Centro de Intercambios y Servicios Cono Sur-Argentina (CISCSA), Rosario (Argentine)

Joséphine Mukamsoni, DAGROPASS, Bubanza (Burundi)

Narina Nagra, Comité d'action de la région métropolitaine de Toronto contre la violence faite aux femmes et aux enfants (METRAC), Toronto, Ontario (Canada)

Claude Ngoms Meutchehe, Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres - Douala, Douala (Cameroun)

Annie Nturubika, Association Congolaise des Droits de la personne humaine, République Démocratique du Congo

Diana Pizzuti, Y des Femmes, Montréal, Québec (Canada)

SOURCES UTILISÉES POUR LA REVUE DE LITTÉRATURE

Andrew, Caroline. "Getting women's issues on the municipal agenda: violence against women". *Gender in Urban Research*. J.A. Garber & R. S. Turner, éd. Thousand Oaks, CA : Sage, 1995. 99-118.

Andrew, Caroline. "Resisting boundaries? Using safety audits for women". *Gendering the city: women, boundaries, and visions of urban life*. Kristine B. Miranne & Alma H. Young, éd. Lanham: Rowman & Littlefield, 2000. 157 – 168.

Bashevkin, S. "Training a spotlight on urban citizenship: the case of women in London and Toronto". *International Journal of Urban and Regional Research* 29.1 (2005): 2 – 25.

Booth, Christine. "Gender and public consultation: case studies of Leicester, Sheffield and Birmingham". *Planning Practice and Research* 11.1 (1996): 9 - 18.

British Columbia Coalition for Safer Communities (BCCSC). What's happening, what's working III: local government and community safety. Vancouver : BCCSC, 2001.

Butler-Kisber, Lynn. *Psychological safety of women on campus*. ("Women in literature and life", réunion du Conseil national américain des professeurs d'anglais (NCTE), Pittsburgh, PA, 17 au 22 novembre 1993).

Canadian Panel on Violence Against Women. Community kit. Ottawa: *Canadian Panel on Violence Against Women*, 1993.

Cavanagh, Sue. *Making safer places: A resource book for neighbourhood safety audits*. Londres : Women's Design Service (WDS), 1998.

Chaaban, Maya. *Negotiating safety: women's perceptions of fear and the effects on their mobility in the urban environment*. Montréal : Université McGill, École d'Urbanisme, 1995.

Dame, Terri. "Women and safer community planning on the ground: are we getting anywhere?" *Women and Environments International Magazine* 62 (2004): 29 - 30.

Dean, Julie. *Safety audits and beyond: round table*. (Premier séminaire international sur la sécurité des femmes - *Making the Links*, Montréal, mai 2002).

Fédération Canadienne des Municipalités (FCM). *Une ville à la mesure des femmes : le rôle des municipalités dans l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes*. 2e éd. Ottawa : Fédération Canadienne des Municipalités et Programme Femmes et ville de la Ville de Montréal, 2004.

Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (FESU). *Guidance on local safety audits: a compendium of international practice*. Paris : FESU, 2007.

Gilroy, Rose & Chris Booth. "Building an infrastructure for everyday lives". *European Planning Studies* 7.3 (1999): 307 - 324.

Gorman, Cheryl. *Final reflections from the Action for Neighborhood Change Project*. Ottawa : Caledon Institute of Social Policy, 2007.

Greed, Clara; L. Davies; C. Brown; S. Duhr. *Report on gender auditing and mainstreaming: incorporating case studies and pilots*. Bristol : University of Western England, 2002.

Hague, Cliff, et al. *Making planning work: a guide to approaches and skills*. Rugby : Practical Action Publishing, 2006.

JAGORI. Safe Delhi: *make your city safe for women*.

Consultable en ligne : <http://safedelhi.jagori.org/> (dernière consultation le 30 mai 2008).

Kallus, Rachel & Arza Churchman. "Women's struggle for urban safety: the Canadian experience and its applicability to the Israeli context". *Planning Theory and Practice* 5.2 (2004): 197 - 215.

Kapadia, Aziza & Catherine Robertson. "Local women confronting fears to improve neighborhood safety in the UK". *Women and Environments International Magazine* 70.71 (2006): 53 - 5.

Kapadia, Aziza & Catherine Robertson. *Making safer places* : document de travail rédigé en préparation de la conférence sur le renouveau urbain organisée les 16 et 17 juin 2005. Londres : *Making Safer Places*, 2005. University of Glasgow. Consultable en ligne : www.gla.ac.uk/media/media_7507_en.pdf (dernière consultation le 1er juin 2008).

Making Safer Places. Baptist Mills/Millpond community safety audit group interim report - mai 2004. *Making Safer Places*. 2004. Women's Design Service. Consultable en ligne : http://www.wds.org.uk/www/projects_msp.html (dernière consultation le 1er juin 2008).

Making Safer Places. Brunswick Estate women's community safety audit interim report - janvier 2005. *Making Safer Places*. 2005. Women's Design Service. Consultable en ligne : http://www.wds.org.uk/www/projects_msp.html (dernière consultation le 1er juin 2008).

Making Safer Places. Safety in Northmoor: *Northmoor Road community safety audit women's group interim report* - septembre 2003. *Making Safer Places*. 2003. Women's Design Service. Consultable en ligne : http://www.wds.org.uk/www/projects_msp.html (dernière consultation le 1er juin 2008).

Comité d'action de la région métropolitaine de Toronto contre la violence faite aux femmes et aux enfants (METRAC). Note de réflexion : Developing a safe urban environment for women. Toronto : METRAC, octobre 1991.

METRAC. *METRAC's community safety audit group facilitator's guide*. Toronto : METRAC, 2006.

METRAC. *Women's safety audit guide* (Guide d'enquête sur la sécurité des femmes). Toronto : METRAC, 1989.

Michaud, Anne, et al. *Guide d'enquête sur la sécurité des femmes en ville*. Montréal : Ville de Montréal, Femmes et ville, 1993.

Mtani, Anna. *Safety planning and design: 'the women's perspective', the case of Manzese, Dar es Salaam Tanzania*. (Séminaire international sur la sécurité des femmes, Montréal, mai 2002).

Mtani, Anna. *Violence and women's city: "meeting places and places of interaction": experience of Dar es Salaam*, rapport présenté lors de la conférence de Naples. Décembre 2000. Consultable en ligne : <http://www.serd.ait.ac.th/ump/html/gender.htm> (dernière consultation le 19 juin 2008).

ONU-HABITAT. *Enhancing urban safety and security: global report on human settlements 2007*. Londres : Earthscan, 2007a.

ONU-HABITAT. *Preventing gender-based violence in the Horn, East and Southern Africa: a regional dialogue*. 2004. ONU-HABITAT. Consultable en ligne : www.unhabitat.org/pmss/getElectronicVersion.asp?nr=1920&alt=1 (dernière consultation le 1er juin 2008).

ONU-HABITAT. *Review: safer cities for better governance: final report* (mai 2006). 2006. ONU-HABITAT. Consultable en ligne : www.unhabitat.org/downloads/docs/5439_71445_7552_FINAL_VERSION_OF_REVIEW_REPORT_JR&KF_May_06.pdf (dernière consultation le 1er juin 2008).

ONU-HABITAT. *Women's safety audits for a safer urban design: results of the pilot audit carried out in Centrum, Warsaw* (25 août 2007). Varsovie : Programme des Nations Unies pour les Établissements humains, 2007b. ONU-HABITAT. Consultable en ligne : www.unhabitat.org/downloads/docs/5544_32059_WSA%20Centrum%20report.pdf (dernière consultation le 30 mai 2008).

Paquin, Sophie. Pour un quartier plus sûr. Montréal : Comité Femmes et sécurité de la Petite Patrie, octobre 1998.

Partners for Urban Knowledge, Action and Research (PUKAR). *Gender & Space Project*. PUKAR. Consultable en ligne : www.pukar.org.in/genderandspace/index.html (dernière consultation le 30 mai 2008).

Petrie, Patsy; Dory Reeves. *Women in the planning profession: making the built environment better*. Institute for Women's Policy Research (IWPR), 2005. IWPR. Consultable en ligne : http://www.iwpr.org/PDF/05_Proceedings/Petrie_Patsi.pdf (dernière consultation le 23 septembre 2008).

Phadke, Shilpa. "You can be lonely in a crowd: the production of safety in Mumbai". *Indian Journal of Gender Studies*. 12 (2005): 42 - 62.

Phaure, Jenny. *Evaluation of the Making Safer Places Project*. Women's Design Service. 2004. Women's Design Service. Consultable en ligne : http://www.wds.org.uk/www/projects_msp.html (dernière consultation le 1er juin 2008).

Programme Cowichan Valley Safer Futures ; Cowichan Women Against Violence Society. *Women and community safety: a resource book on planning for safer communities*. Duncan, Colombie-Britannique : Programme Cowichan Valley Safer Futures, 2002.

Reeves, Dory. *Gender Mainstreaming Equality and Plan Making: A Gender Mainstreaming Toolkit*.

Londres : *Royal Town Planning Institute* (RTPI), 2003. RTPI. Consultable en ligne : <http://www.rtpi.org.uk/download/765/Gender-Equality-and-Plan-Making-Mainstreaming-Toolkit.pdf> (dernière consultation le 23 septembre 2008).

Shaw, Margaret & Caroline Andrew. "Engendering crime prevention: international developments and the Canadian experience". *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice* 47. 2 (2005): 293 - 316.

Shaw, Margaret & Laura Capobianco. *Developing trust: international approaches to women's safety*. Centre International pour la Prévention de la Criminalité (CIPC), 2004. CIPC. Consultable en ligne : <http://www.crime-prevention-intl.org/publications.php?type=REPORT> (dernière consultation le 30 mai 2008).

Smaoun, Soraya. *Violence against women in urban areas: an analysis of the problem from a gender perspective*. Nairobi : Centre des Nations Unies pour les Établissements Humains, Programme de Gestion Urbaine, Programme pour des Villes plus sûres, Programme Femmes et Habitat : octobre 1999. ONU-HABITAT. Consultable en ligne : www.unhabitat.org/downloads/docs/1900_46700_ViolAgWomUrbnpt2EN.pdf (dernière consultation le 19 juin 2008).

Smaoun, Soraya. "Women's safety audits". *Habitat Debate* 8.4 (2002). 2002. ONU-HABITAT. Consultable en ligne : <http://www.unhabitat.org/pmss/getPage.asp?page=periodView&period=1948> (dernière consultation le 1er juin 2008).

Sutton, Adam & Adrian Cherney. "Prevention without politics? The cyclical progress of crime prevention in an Australian state". *Criminal Justice* 2.3 (2002): 325 - 344.

Trench, Sylvia & Sallie Jones. "Planning for women's safety in cities". *Women and Environments* 14.2 (1995): 12 - 14.

Venkatraman, Rugmini. *Practising interagency partnerships to reduce violence against women*. (Reducing Criminality: Partnerships and Best Practice, Perth, 31 juillet - 1er août 2000.)

Ville de Montréal - Programme Femmes et ville. Pour un environnement urbain sécuritaire : guide aménagement. Montréal : Ville de Montréal, 2002.

Viswanath, Kalpana. "What about safety in public spaces?" *The Hindu*. 6 février 2006. *The Hindu*. Consultable en ligne : <http://www.thehindu.com/thehindu/mag/2006/02/05/stories/2006020500220400.htm> (dernière consultation le 16 juin 2008).

Walklate, Sandra. *Gender, crime, and criminal justice*. Cullompton, Devon, RU : Willan Pub., 2004.

Walklate, Sandra. "Gendering crime prevention: exploring the tensions between policy and process". *Crime prevention and community safety*. G. Hughes; E. McLaughlin; J. Muncie, éd. Londres : Sage, 2001. 58-76.

Wekerle, Gerda R. "From eyes on the street to safe cities". *Places* 13.1 (2000): 44 - 9.

Wekerle, Gerda R. "Gender planning in public transit: institutionalizing feminist policies, changing discourse, and practices". *Gender and planning: a reader*. Susan S. Fainstein & Lisa J. Servon, éd. New Brunswick, NJ : Rutgers University Press, 2005. 275 - 298.

Whitzman, Carolyn. "Feminist activism for safer social space in High Park, Toronto: how women got lost in the woods". *Canadian Journal of Urban Research* 11.2 (2002a): 299 - 321.

Whitzman, Carolyn. *The Handbook of Community Safety, Gender and Violence Prevention*. Londres : Earthscan, 2008.

Whitzman, Carolyn. "The loneliness of the long-distance runner: long-term feminist planning initiatives in London, Toronto, Montreal and Melbourne". *Planning Theory and Practice* 8.2 (2007a): 203 - 225.

Whitzman, Carolyn. "Stuck at the front door: gender, fear of crime and the challenge of creating safer space". *Environment and Planning* 39.11 (2007b): 2715 - 2732.

Whitzman, Carolyn. "The voice of women' in Canadian local government". *Urban affairs: back on the policy agenda?* C. Andrew; K. Graham; S. Rankin, éd. Montréal : Queen's University Press, 2002b. 93 - 118.

Whitzman, Carolyn. "What do you want to do? Pave parks?" *Change of plans: towards a non-sexist sustainable city*. Margrit Eichler, éd. Toronto : Garamond Press, 1995. 89 - 110.

Whitzman, Carolyn. "Women and community safety: a retrospect and prospect". *Women and Environments International Magazine* 70/71 (2006): 24 - 7.

Whitzman, Carolyn; Caroline Andrew; Margaret Shaw. "The Effectiveness of Women's safety audits". 2008. À paraître.

Whitzman, Carolyn & Jana Perkovic. "Women's safety audits and walking school busses: the diffusion/de-fusion of two radical planning ideas". 2008. À paraître.

Femmes et villes international (FVI). *Prix Sécurité des Femmes 2004 : Recueil des bonnes pratiques*. Montréal : Femmes et villes international, 2004.

Femmes et villes international (FVI) ; Réseau Femmes et Habitat d'Amérique Latine - HIC pour la Commission Huairou; Programme d'ONU-HABITAT pour des Villes plus sûres. *Global assessment on women's safety: preliminary survey results*, document de travail préliminaire. Montréal: FVI, 2007.

Women's Action Centre Against Violence Ottawa-Carleton (WACAV). *Safety audit tools and housing: the state of the art and implications for CMHC*. Ottawa : Canadian Mortgage and Housing Corporation, 1995.

Women's Initiatives for Safer Environments (WISE). Women's community safety audit guide: safety for women, safety for everyone, let's act on it. Ottawa : WISE, 2005.

Women's Contact Society. Williams Lake girls and women's safety audit: phase 2 of the women's safety assessment. 2005. Ville de William Lake, Colombie britannique. Consultable en ligne : www.williamslake.ca/files/4/March%20%202005-B1.pdf (dernière consultation le 1er juin 2008).

YWCA Harbour House. A safety audit for women. YWCA Lethbridge and District. Consultable en ligne : www.ywcalethbridge.org/files/pages/ywca-harbour-house/safety-audit-for-women.doc (dernière consultation le 1er juin 2008).